

Bimensuel Numéro 89 du 17 novembre 1980 10 ff

— 70 fb — 6 fs

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Où va l'Amérique ?

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

SOMMAIRE

INPRECOR numéro 89 du 17 novembre 1980

Page 3	Notre couverture : L'Amérique vire-t-elle à droite ?	David Frankel
Page 10	Jamaïque La victoire électorale de la réaction sanctionne l'échec de 8 années de « Socialisme démocratique »	Vincent Kermel
Page 14	Salvador L'anniversaire du coup d'Etat militaire. Un an de meurtres, d'exactions et de massacres.	Pierre Sylvain
Page 17	Irlande Les prisonniers du Block H ne doivent pas mourir !	Geoff Bell
Page 20	URSS Le procès de animateurs de la revue <i>Poiski</i>	
Page 22	Notre dossier : Pologne Avant l'échéance du 12 novembre. La chronique d'octobre des événements ouvriers.	Jacqueline Allio

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENTS

25 NUMEROS PAR AN

Nom

Prénom

Adresse

Pays

POUR TOUS PAYS : 180 francs français
PAR AVION : Europe, 220 ff; Amérique, Afrique, Asie, 270 ff (ou respectivement 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
Afrique du Nord : 225 ff; Moyen-Orient : 225 ff
PLI FERME : France, 300 ff; 350 ff
PLI FERME PAR AVION : nous écrire

VERSEMENT : Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de :
PEC (Presse-Edition-Communications), adressés à :
PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL (France)

VIREMENT à :
PEC - BNP - Agence Robespierre
153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL (France)
Compte numéro 230179/90

«INPRECOR» Edité par «Presse-Edition-Communications» - Administration : 2, rue Richard Lenoir - MONTREUIL - Directeur de publication : Robert MARCH - Imprimé par ROTOGRAFIE (Montreuil)
Commission paritaire N. 59117 - Gérant : Jacques GIRMA
ISSN - 03788342

L'Amérique vire-t-elle à droite ?

Ronald Reagan est devenu, avec 53% des suffrages exprimés contre 41% pour Carter, le quarantième président des Etats-Unis. Est-ce que l'arrivée à la Maison Blanche de l'ancien acteur de série B et gouverneur républicain de la Californie constitue un tournant par rapport à

la politique menée par l'administration démocrate ? David Frankel analysait, à la veille du scrutin du 4 novembre, la signification du duel Carter-Reagan. L'article est tiré d'*Intercontinental Press*, hebdomadaire de langue anglaise publié à New York.

David FRANKEL

Dans le monde entier, les travailleurs observent avec préoccupation les élections américaines. Quelle est la signification de la candidature Reagan ? Si Ronald Reagan devient le prochain président des Etats-Unis, cela signifiera-t-il un dramatique tournant à droite de la politique étrangère américaine ? Est-ce que Reagan va arriver en tête avec son programme réactionnaire et engager rapidement les forces militaires des Etats-Unis dans de nouvelles guerres contre-révolutionnaires ? D'autres questions sont également posées. Est-ce que les divergences entre Carter et Reagan représentent une division réelle — même sur des questions tactiques — entre différents secteurs de la classe dominante américaine ? Est-ce que la campagne de Reagan indique un virage à droite du peuple américain ?

Si l'on devait juger le sentiment des masses travailleuses américaines par le contenu de la plate-forme électorale de Reagan, il faudrait en conclure au caractère indubitable d'un tel virage à droite.

En soulignant les positions de Reagan dans le domaine de la politique étrangère, Carter a tenté d'apparaître comme le candidat de la paix au cours de ces élections. Carter, le créateur de la Force de déploiement rapide (FDR), l'architecte d'un programme d'équipement militaire de 1 000 milliards de dollars en cinq ans, l'homme qui a introduit le recensement pour la conscription, qui a donné l'ordre d'attaquer militairement l'Iran en avril dernier et qui menace maintenant de porter la guerre dans le golfe Persique. Drôle de candidat de la paix !

Mais Reagan affirme qu'il ira encore plus loin. Il a développé l'idée d'un blocus militaire de Cuba et appelé à aider militairement les guéril-

las soutenues par l'Afrique du Sud en Angola. Il insiste pour dire que le budget militaire colossal de Carter est encore insuffisant. Parlant de la guerre du Vietnam, Reagan a expliqué à ses supporters : « *Il est temps pour nous de reconnaître que c'était une noble cause.* »

La plate forme du Parti républicain va dans le même sens et condamne l'administration Carter pour les maigres 75 millions de dollars de prêts au Nicaragua. Elle dénonce également « *la prise du pouvoir marxiste par les sandinistes au Nicaragua, ainsi que les tentatives marxistes de déstabilisation au Salvador, au Honduras et au Guatemala.* ». Ainsi que Reagan l'a dit dans une interview, « *il ne faut pas que nous nous abusions nous-mêmes. C'est l'Union soviétique qui est derrière tous ces troubles. Si l'URSS n'était pas engagée dans ce jeu de dominos, il n'y aurait pas de points chauds dans le monde.* »

Aux Etats-Unis mêmes, Reagan se prononce pour des réductions d'impôts en faveur des grandes entreprises, pour faire abaisser les normes gouvernementales en matière de sécurité et de pollution, ainsi que pour les lois anti-syndicales assurant « *la liberté du travail.* ». Mais la pointe avancée de l'attaque de Reagan contre la classe ouvrière est sa tentative agressive d'accentuer les divisions existant en son sein et de rassembler autour de lui ceux qui s'opposent aux revendications des couches les plus opprimées.

Reagan lance ouvertement des appels racistes. Ainsi, lorsqu'il s'adressait, le 3 août dernier, à un auditoire presque exclusivement composé de Blancs dans le Mississippi, Reagan a expliqué : « *Je crois dans le maintien des droits de chaque Etat.* ». Il a affirmé que s'il était élu président, il restaurerait les pouvoirs dont disposaient auparavant les Etats et les autorités locales. « *Les droits de chaque Etat.* », tel a été le cri de ralliement des propriétaires esclavagistes au cours de la Guerre civile américaine, ainsi que des forces racistes ultra-

réactionnaires qui ont tenté de maintenir, dans les années 1950 et 1960, les lois sur la ségrégation. Rappelant le meurtre de trois défenseurs des droits civiques, en 1964, Andrew Young, l'ancien ambassadeur US aux Nations-Unies a souligné, à juste titre : « *Quand vous allez à Philadelphie, dans le Mississippi, là où James Chaney, Andy Goodman et Michael Schwerner ont été assassinés par le shériff, le shériff-adjoint et un détachement de police protégeant les droits de l'Etat et que, quand vous êtes dans cette ville, vous commencez à parler des droits de chaque Etat, cela me fait l'effet d'un mot de passe pour dire qu'il n'y aura pas de problème pour tuer des nègres quand Reagan sera président.* »

C'est d'ailleurs sans surprise que les sondages montrent que, dans la communauté noire, Carter l'emporte sur Reagan par 8 ou 9 voix contre une. Ce n'est pas que Carter soit populaire parmi les Noirs, loin de là. C'est simplement que Reagan est davantage perçu comme une menace que comme une solution.

UN ENNEMI DES DROITS DES FEMMES

Reagan est également un ennemi déclaré des droits des femmes. Il soutient un amendement à la Constitution qui interdirait l'avortement. Dans le même temps, il s'oppose à l'amendement sur l'égalité des droits (ERA). La question des droits des femmes est venue sur le devant de la scène lors de la Convention républicaine au mois de juillet dernier. Les forces d'extrême-droite du Mouvement contre l'ERA et les chrétiens intégristes opposés à l'avortement, à l'égalité pour les femmes et à la garantie des droits civiques pour les homosexuels, jouèrent un rôle important dans les débats de cette Convention. Avec l'appui de Reagan, ils purent imprimer leur marque à la plate-forme du Parti républicain.

En général, la campagne de Reagan a servi de pôle pour attirer et or-

ganiser les forces les plus réactionnaires et les plus fanatiques de la société américaine. Reagan lui-même avait donné le ton en s'entourant de conseillers d'extrême droite tels que Joseph Curba, un associé de longue date du rabin Mrir Kaha, un fondateur de la Ligue de défense juive américaine et du mouvement fasciste Kach en Israël, ainsi que de Robert Tucker, qui se rendit célèbre en écrivant, en 1975, un article fameux préconisant la conquête militaire par les Etats-Unis des champs pétrolifères du golfe Persique. En août dernier, Reagan était l'hôte d'honneur d'un rassemblement de 15 000 intégristes chrétiens d'extrême-droite. La tonalité du meeting était donnée par le révérend Robinson, qui déclarait dans son discours : « *Je suis écauré et fatigué d'entendre parler de ces radicaux, de ces pervers, de ces libéraux, de ces gauchistes et de ces communistes. Il est temps que le peuple de Dieu monte sur le devant de la scène et sorte des églises pour changer l'Amérique.* » C'est lors de ce meeting que Bailey Smith, président de la Convention baptiste du Sud expliqua à l'auditoire : « *Dieu tout puissant n'écoute pas la prière d'un juif, car comment Dieu pourrait-il entendre la prière d'un homme qui dit que Jésus-Christ n'est pas le vrai Messie. C'est un blasphème !* » Telles sont les forces, réactionnaires, anti-syndicales, racistes, anti-sémites et anti-femmes qui ont été le plus enthousiasmées par la candidature Reagan.

Loin d'applaudir au programme réactionnaire de Reagan ou de penser qu'il pourrait apporter des solutions aux problèmes qu'ils affrontent, les travailleurs ont réagi avec colère, dégoût et consternation à la compétition Reagan-Carter.

« COMME UNE VISITE CHEZ LE DENTISTE »

Un journaliste qui commentait le nombre élevé d'électeurs qui restaient indécis deux semaines avant le scrutin, notait en grimaçant : « *Les électeurs considèrent cette élection avec autant d'enthousiasme qu'une visite chez le dentiste, et ils essayent de repousser ce choix désagréable aussi longtemps que faire se peut.* » *US News and World Report* résumait ce sentiment dans un article en date du 29 septembre : « *Furieux, frustrés et découragés, les Américains sont en train de se diriger vers l'élection présidentielle de 1980 sans être satisfaits des choix qui leur sont proposés et en étant convaincus que, quel que soit le vainqueur, il fera peu de choses pour raviver l'enthousiasme de la nation.* »

La classe dominante avait espéré

que la candidature d'Anderson servirait à atténuer l'intensité du mécontentement provoqué par le duel Carter-Reagan et à contenir le sentiment croissant selon lequel une rupture avec le système bipartite est nécessaire. Ainsi que l'écrivaient les éditorialistes du *New York Times* le 25 avril : « *Une large fraction du corps électoral est insatisfaite du duel Carter-Reagan en novembre. Leur dénier toute possibilité d'alternative indépendante risque de compromettre beaucoup plus que le système bipartite : la confiance dans l'ensemble du système politique.* »

Mais le programme offert par Anderson — c'est à dire davantage de dépenses d'armement, des réductions d'impôts pour les multinationales et l'austérité pour les travailleurs — pouvait difficilement représenter « *l'alternative indépendante* » que tant d'Américains recherchaient. Cela a été largement perçu de la sorte et la campagne d'Anderson a cessé de jouer le moindre rôle significatif dans ces élections. En même temps, le rejet du programme droitier de Reagan est concurrencé par le dégoût que suscite la prestation de Carter. Il reste à savoir lequel de ces deux sentiments va l'emporter au moment de l'élection.

DERRIERE LA CANDIDATURE REAGAN

S'il est vrai que la candidature Reagan ne représente pas la pression d'une classe ouvrière virant à droite, qu'y a-t-il derrière ? Est-ce que la campagne réactionnaire de Reagan n'est qu'un accident, sans liens avec les événements et les principales forces politiques ? Le virage à droite des partis capitalistes et des candidats aux Etats-Unis ainsi que l'émergence de plus en plus visible de courants politiques d'extrême droite, voire quasi fascistes, peut difficilement être le fruit du hasard. C'est une réponse directe à la crise de l'économie capitaliste et à la montée de la révolution mondiale depuis la défaite des Etats-Unis au Vietnam. Et cela indique le genre de mesures politiques, économiques et militaires que la classe dominante américaine s'apprête à mettre en œuvre. Henry Kissinger a donné un aperçu de la vive préoccupation avec laquelle les impérialistes analysent l'actuelle situation mondiale. C'était dans un discours qu'il a prononcé au mois d'avril dernier : « *Avec le déclin relatif de notre puissance militaire, avec la vulnérabilité croissante face à un chantage pesant sur nos lignes d'approvisionnement économique, avec la croissance dans chaque continent des forces qui nous sont hostiles et la diminution du nombre*

de pays qui veulent engager leur avenir sur l'amitié avec nous, nous dérapons vers un monde incontrôlable. »

Dès la fin de la guerre du Vietnam, la classe dominante américaine dans sa totalité s'est unie dans le désir de surmonter « *le syndrome vietnamien* » et pour se dégager des restrictions politiques qui avaient entravé sa possibilité d'utiliser les forces militaires américaines contre les soulèvements révolutionnaires de par le monde. Cependant, il avait été impossible d'impliquer la classe ouvrière américaine dans ces plans. C'est dans ce contexte qu'intervient l'élection de 1980 et la campagne de Reagan.

En montrant ouvertement et cyniquement, à la fois aux travailleurs américains et à ceux du reste du monde, ce que sont les perspectives réelles de l'impérialisme américain, la campagne Reagan est utilisée par la classe dominante pour déplacer à droite l'ensemble du système politique capitaliste aux Etats-Unis. Les impérialistes comptent influencer la mentalité de la classe ouvrière et faciliter — quel que soit le président élu — la mise en œuvre du programme des dirigeants impérialistes.

MANOEUVRES DE GUERRE DE L'IMPERIALISME

Tandis que Carter joue au flic mou face au flic dur Reagan sur le problème des interventions militaires américaines dans le monde, force est de constater que sa politique actuelle consiste à se préparer le plus rapidement possible à mener de telles interventions. Carter a saisi la moindre opportunité pour tenter de relancer dans l'opinion américaine un sentiment favorable à de telles actions militaires.

Les points culminants de cette campagne ont été :

- Tout le bruit fait autour de l'aide cubaine à la révolution éthiopienne au début de l'année 1978. Carter a même dépêché deux navires de guerre dans la mer Rouge en février 1978, pour intimider l'Ethiopie ;
- Le débordement d'hystérie raciste et de menaces anti-cubaines qui a suivi le soulèvement en mai 1978 de la province du Shaba au Zaïre. Les avions de transport de l'armée de l'air US furent utilisés pour transporter au Zaïre les troupes françaises ;
- La mobilisation des forces navales et aériennes américaines présentes dans la péninsule arabique en mars 1979 après l'affrontement entre le Nord et le Sud-Yé-



men ;

- La campagne d'intimidation menée par Carter en août et septembre 1979 sur la prétendue présence d'une brigade de combat soviétique à Cuba. Cette campagne fut suivie de la mise sur pied, à titre permanent, d'un Commandement militaire pour la Caraïbe et par la provocation qu'a constitué l'exercice d'invasion simulée de Cuba mené par les *marines* à la base navale de Guantanamo ;
- Utilisant le prétexte de la prise d'otages de Téhéran, Carter a maintenu une importante flotte de guerre US au large des côtes iraniennes tout au long de cette année. En avril, il ordonna le raid de commandos américains sur Tabas ;
- Au début de l'année 1980, l'administration Carter a entamé une campagne de déstabilisation contre le régime Manley à la Jamaïque, en fournissant les armes et l'argent au parti de l'opposition pro-impérialiste et en encourageant les actions terroristes de l'extrême-droite qui ont fait plus de 500 victimes en un an ;
- Dans le même temps, Carter a également remis en vigueur l'enregistrement pour la conscription et a appelé à son extension désormais aux jeunes femmes. L'opinion réelle qui prévaut dans la classe ouvrière américaine a été révélée par l'explosion de protestation que cette proposition a suscitée et par son rejet massif au sein de la jeunesse

appelée à se faire enregistrer. L'opposition à la remise en place de l'enregistrement fut extrêmement massive dans toutes les entreprises du pays ;

- Enfin Carter a fourni des armes et des conseillers à la sanglante junte militaire du Salvador, préparant le chemin à une intervention encore plus massive si la crise s'aggrave.

Ces mesures, loin d'être une réponse à une prétendue attitude des travailleurs américains en faveur de la guerre, ont été les éléments d'une campagne permanente tendant à développer un tel sentiment. Un sondage de *Newsweek* effectué entre les 8 et 15 octobre montrait une baisse de 14 %, depuis le mois de juillet, des personnes approuvant l'enregistrement pour la conscription. Et une baisse similaire s'est également produite entre février et octobre, sur la question du soutien à l'envoi de troupes américaines pour intervenir à l'étranger.

LES ATTAQUES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Au cours de cette campagne, la position belliciste de Reagan en matière de politique étrangère a été son principal handicap au plan électoral. Au fur et à mesure qu'il cherchait à augmenter le nombre de ses électeurs, Reagan a été de plus en plus forcé d'insister sur le fait qu'il n'était pas pour la guerre, qu'il n'enverrait

« Le flic mou et le flic dur... » pas pour un rien des troupes américaines se battre, qu'il avait été injustement dépeint par Carter comme un va-t-en-guerre.

De la même façon que le cours militariste qui s'est développé au cours des dernières années a été mis en œuvre par Carter et un Congrès à majorité démocrate, c'est cette administration qui a mené les attaques de la classe dominante contre le niveau de vie des masses travailleuses et les droits des Noirs et des femmes. Si Reagan gagne les élections, ce sera parce que les travailleurs américains auront pris conscience de cette politique démocrate.

Par exemple, une forte majorité des Américains soutient le droit des femmes à l'avortement ainsi que l'Amendement pour l'égalité des droits (ERA). Mais le Congrès à majorité démocrate, soutenu par Carter, a diminué les crédits gouvernementaux pour permettre aux femmes d'avorter. Alors qu'il s'en disait partisan, Carter n'a pas levé le petit doigt pour faire campagne en faveur de l'Amendement pour l'égalité des droits. Reagan, comme d'habitude, a pris une position encore plus à droite que Carter et s'est solidarisé avec les intégristes religieux fanatiques et les éléments d'extrême-droite qui attaquent le mouvement pour le droit des femmes en expliquant qu'il mine la moralité et les bases de la famille américaine.

Mais peu de féministes pensent réellement que le vote pour Carter aiderait la lutte pour les droits des fem-

mes. Cela s'est reflété lors du Congrès de l'Organisation nationale pour les femmes (NOW) au début du mois d'octobre. Bien que la direction de NOW soit complètement pro-démocrate, il lui a été impossible d'obtenir un soutien formel du Congrès à la candidature Carter à cause des réactions de la base de l'organisation.

Il n'y a pas eu de répit non plus sous l'administration Carter dans les attaques contre le droit des Noirs. Bien que le meurtre par la police de jeunes Noirs désarmés soit chose quotidienne, le département de la Justice de Carter a régulièrement refusé d'intervenir dans de telles affaires. Au lieu de faire respecter la loi contre la ségrégation dans l'éducation, le ministère de la Justice a couvert de son sceau des accords sur le papier qui ne font rien pour mettre fin à la ségrégation scolaire. Cela a été encore récemment le cas pour un accord de ce type à Chicago.

Le président de la Commission américaine pour les droits civiques a lancé, le 15 octobre, une accusation selon laquelle les « avenants » ajoutés aux lois fiscales qui sont actuellement discutées devant le Congrès empêcheraient dans les faits le gouvernement de faire respecter la lutte contre la ségrégation scolaire et les lois contre la discrimination en matière de travail et d'éducation. La Maison-Blanche a gardé le silence sur cette affaire.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les groupes racistes et d'extrême-droite se sentent le vent en poupe. Cela s'est reflété par la vague d'attaques terroristes perpétrées contre des Noirs, y compris ces séries de meurtres affreux qui ont eu lieu à New-York, Buffalo et Atlanta en Géorgie.

Comme dans le cas des campagnes d'extrême-droite contre les droits des femmes, ces attaques ne représentent pas un virage à droite des travailleurs américains. En fait, à cause même de la pression de l'offensive économique capitaliste, de nombreux travailleurs ont commencé à aborder la question du racisme d'un point de vue de classe, c'est-à-dire comme un élément de division qui constitue un obstacle à la syndicalisation et à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie.

Cela a même abouti à une modification d'attitude des dirigeants officiels des syndicats. Alors que la plupart des syndicats avaient officiellement soutenu le procès raciste intenté par Allan Bake sur la déségrégation scolaire, lorsqu'il était passé devant la Cour suprême en 1976, ils se sont opposés à un procès analogue mené à propos de la déségrégation professionnelle dans les entreprises qui a été entamé par Brian

Weber en 1978. Des revendications pour la déségrégation sont reprises dans les plates-formes de revendications pour les conventions collectives présentées par plusieurs syndicats, tel que le syndicat des sidérurgistes United Steel Workers.

QUE SE PASSERA-T-IL APRES L'ELECTION DE REAGAN ?

Supposons que Reagan soit élu le 4 novembre, comme cela semble probable. Est-ce que la politique des Etats-Unis va faire une embardée à droite ? Est-ce que les Etats-Unis vont davantage risquer une guerre que si Carter parvenait à garder sa place ? Ce qui est en cause derrière ces questions, c'est la manière dont la politique étrangère américaine est décidée. En général, les déclarations, les promesses et les menaces proférées par les candidats à la présidence au cours de leurs campagnes, les forces auxquelles ils en appellent, ont peu de choses à voir avec le cours réel que suit la politique étrangère qui est menée une fois l'élection passée.

Il ne manque pas d'exemples dans l'histoire américaine montrant comment des présidents ont mené une politique étrangère qui était exactement à l'opposé de celle qu'ils avaient promise. Woodrow Wilson fit campagne pour l'élection de 1916 sur le mot d'ordre « *Il nous maintient à l'écart de la guerre* ». Cela n'a pas empêché les impérialistes américains d'entrer dans la Première Guerre mondiale quelques mois à peine après l'élection de Wilson. Lyndon Johnson fit campagne en 1964 en se présentant comme le « candidat de la paix », en expliquant que, si Goldwater était élu président, il enverrait les boys faire la guerre en Asie. Richard Nixon, connu comme chasseur de sorcières et combattant de la guerre froide, fut aussi le président qui entama la politique de détente avec Moscou et Pékin, et c'est sous sa présidence qu'eut lieu le retrait des forces américaines du Vietnam.

Ces exemples ne signifient pas que Reagan ne suivra pas un cours militariste. Quel que soit le candidat élu, il mènera une telle politique. Mais quand la classe dominante américaine prend des décisions politiques importantes — telle que de faire ou de ne pas faire la guerre — elle tente d'avoir une vue exacte des rapports de forces réels entre les classes et des vrais problèmes en jeu. Tout le système électoral américain vise à obscurcir les rapports réels entre les classes et à jeter la confusion sur les véritables questions politiques auxquelles doivent faire face les travailleurs. C'est pour cela qu'il serait suicide

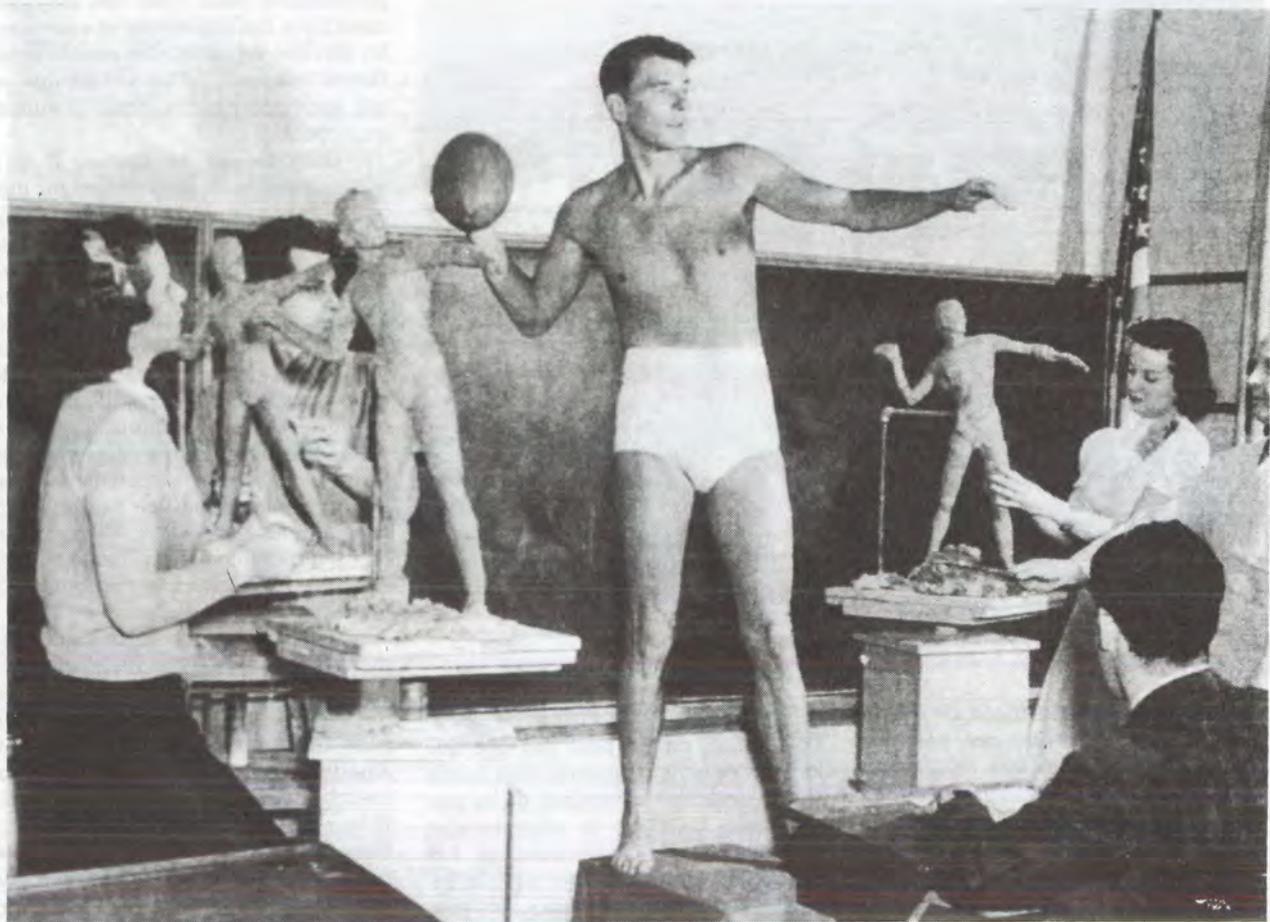
pour les capitalistes de fonder leurs décisions sur l'élection présidentielle et personne ne le sait mieux qu'eux. Lénine a abordé dans son livre *L'Etat et la Révolution* la manière dont la classe dominante prend ce genre de décisions : « *Prenez n'importe quel pays parlementaire, écrit-il, depuis les Etats-Unis jusqu'à la Suisse, de la France à l'Angleterre, la Norvège, etc. Dans ces pays, les véritables affaires de l'Etat sont traitées en coulisse et sont gérées par les ministères, les chancelleries et les états majors.* »

Jusqu'à un certain point, indépendamment de qui sera président, les impérialistes américains vont être amenés à utiliser leur puissance militaire de façon massive pour tenter d'arrêter le développement de la révolution. Mais la campagne menée par Reagan n'a pas modifié l'opposition des travailleurs américains à la guerre. Et toute décision de tester le rapport de forces entre les classes sur cette question ne viendra pas d'une lubie qui lui serait personnelle. Bien sûr, il est vrai que le président, comme chef de l'exécutif, n'est pas seulement une figure symbolique. Dans les conditions normales, il joue un rôle d'arbitre au sein de l'appareil d'Etat et, quand il existe plusieurs choix pour une décision à prendre, la voix du président peut être décisive dans un sens ou dans l'autre. Mais toute idée selon laquelle la classe dominante américaine pourrait être entraînée dans une guerre contre sa volonté, ou même sans avoir soigneusement pesé le pour et le contre, défie le sens commun et à plus forte raison l'analyse marxiste.

LA RESISTANCE A LA THEORIE DU MOINDRE MAL

L'idée selon laquelle l'élection d'un politicien démocrate ou républicain constitue une différence fondamentale pour l'avenir du pays pendant quatre ans est l'un des mythes fondamentaux sur lesquels repose la politique capitaliste aux Etats-Unis. Dans les élections pour le Congrès, l'argument est que l'avenir du pays, ou du moins les intérêts immédiats des travailleurs, dépend du genre de parti capitaliste qui va gagner le contrôle du législatif. Dans la mesure où ni les démocrates ni les républicains n'agissent pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, des petits fermiers, des Noirs ou des populations hispano-américaines, on nous demande de voter pour le candidat qui représenterait le « moindre mal ».

Dans cette campagne électorale, on dit aux gens que l'élection de Reagan porterait un dangereux va-t-en-



« Il serait suicidaire pour les capitalistes de fonder leurs décisions sur l'élection présidentielle... »

guerre au pouvoir. C'est vrai, mais il en serait de même de l'élection de Carter. Ceux qui sont incapables de voir plus loin que les deux partis capitalistes se laissent piéger.

Ainsi le vétéran de la lutte pour les droits civiques, Ralph Abernathy, qui a annoncé le 16 octobre qu'il soutenait Reagan, ce raciste endurci, parce que, dit-il, « il y a quatre ans, j'ai fait campagne pour Carter, mais le président n'a pas tenu ses promesses électorales ». A propos de l'inflation et des autres problèmes auxquels doit faire face la communauté noire, Abernathy a déclaré : « Nous n'avons plus besoin de ce docteur, puisqu'en tant que patients nous allons de plus en plus mal, nous devons donc changer de médecin. » Reagan a été incapable de contenir sa stupéfaction à l'annonce de cette prise de position ; ce soutien lui a fait dire : « Je n'aurai jamais pu penser qu'une telle chose puisse arriver, j'en ai été confondu. »

Bien qu'à l'évidence Abernathy se trompe totalement en s'imaginant que Reagan fera quoi que ce soit en faveur des Noirs, ses critiques contre Carter sont justifiées. Au lieu de protéger les Noirs contre les forces racistes encouragées par la campagne de Reagan, Carter a couvert et même légitimé les menées de ces forces.

Lorsque Andrew Young a dénoncé la démagogie de Reagan en fa-

veur des droits de chaque Etat dans le Mississippi, la Maison-Blanche a dénoncé la déclaration de Young. Le porte-parole de Carter a déclaré à cette occasion : « Le président ne pense pas que Reagan soit un raciste ou mène une campagne raciste. » Selon Carter, la « question raciale », c'est-à-dire les besoins des Noirs (qui sont les mêmes que ceux de l'ensemble de la classe ouvrière) et les attaques contre leurs droits ne doivent pas être « introduits artificiellement » dans la campagne.

La plupart des dirigeants Noirs continuent de soutenir Carter, mais l'une des caractéristiques les plus frappantes de cette campagne, c'est la résistance à cette logique du « moindre mal ». Les travailleurs pensent qu'il est difficile que les choses aillent mieux si Carter est élu contre Reagan.

AMERTUME CONTRE CARTER

« Il y a une telle amertume contre Carter dans notre syndicat, une telle inquiétude devant les coupes sombres qu'il a fait dans les services sociaux destinés aux gens nécessiteux et devant le fait qu'il est en train d'utiliser le chômage comme un élément de sa politique économi-

que, que nos affiliés sont décidés à faire payer très cher ce qu'ils ressentent comme une trahison », fit remarquer, pendant la Convention démocrate, Jerry Wurf, président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (Fédération américaine des fonctionnaires de l'Etat, des comtés et des communes), un syndicat qui comprend un million d'adhérents.

Wurf, qui s'était joint à la grande majorité des bureaucrates syndicaux pour soutenir la candidature Carter, était inquiet parce que « la possibilité d'utiliser l'argument du moindre mal est en perte de vitesse. Peut-être qu'on pourra retourner la tendance, mais je n'en suis pas sûr ».

L'éditorialiste du *New York Times*, Anthony Lewis, autre supporter de Carter, se plaignait, le 16 octobre : « Combien de gens avons-nous rencontré qui étaient des partisans enthousiastes de Carter ? En ce qui me concerne, presque aucun. Les gens qui disent qu'ils vont voter pour Carter ont tendance à le dire avec résignation, si ce n'est en s'excusant. » L'éditorialiste « syndiqué » (il s'agit de ces éditorialistes dont les papiers sont reproduits dans de très nombreux journaux américains) Ellen Goodman soulignait le 11 octobre : « Il est facile de s'imaginer Reagan en



... en route vers la Maison blanche.

faucon, mais il est difficile de penser que Carter puisse être une colombe quand il abrite sous une de ses ailes un collectionneur de fusils comme Brzezinski et sous l'autre le plan d'enregistrement pour la conscription. »

POURQUOI CE MECONTENTEMENT MASSIF ?

Les commentateurs bourgeois comme Anthony Lewis expliquent que le large rejet des candidats capitalistes est le résultat de leurs défaillances individuelles. Il critique Carter parce qu'il n'a pas l'optimisme réaliste d'un Franklin Roosevelt ni cette « confiance en soi que Roosevelt sa-

vait communiquer autour de lui ». Cependant, on ne peut pas dire que le New Deal de Roosevelt était fondé sur le caractère étincelant de sa personnalité, mais sur de substantielles concessions à la classe ouvrière. Les assurances contre le chômage, le bénéfice de la sécurité sociale, les programmes de création d'emplois et l'abrogation d'un certain nombre d'obstacles légaux à l'activité des organisations syndicales furent quelques-uns des changements qui intervinrent sous Roosevelt.

De la même manière, pendant l'affrontement entre Johnson et Goldwater en 1964, Johnson lança un appel pour mener la « guerre à la pauvreté » et promit d'importants

Reagan prêtant serment comme gouverneur de Californie.



programmes pour créer des emplois, construire des logements et améliorer les services de santé. Ces programmes furent beaucoup plus réduits que ce qui avait été promis, mais ils eurent un impact.

Dans le cas de Carter, il y a quelque chose de plus important que la confiance en soi et l'optimisme qui lui font défaut. Il ne prétend même pas pouvoir apporter de réelles améliorations à la condition des travailleurs américains. Même la plate-forme électorale du Parti démocrate — qui est généralement bourrée de promesses jamais tenues, de programmes de création d'emplois, d'appels à une « réduction des dépenses de l'Etat » et à la « prudence fiscale » —, souligne, au lieu de nouveaux programmes sociaux, « l'accroissement des dépenses militaires depuis 1976 » et appelle à « l'autodiscipline ».

Quand on parle du mécontentement des travailleurs américains devant l'actuelle alternative électorale qui leur est proposée, il faut souligner un simple fait : l'impérialisme américain n'est plus capable de promettre aux masses une vie meilleure. Il leur offre au contraire des perspectives d'attaques contre les salaires réels et les libertés civiques, plus de racisme et d'oppression à l'intérieur, la guerre à l'extérieur.

LES CHANGEMENTS DANS LES SYNDICATS

Il n'y a, dans la société américaine, qu'une seule force capable de diriger un véritable combat contre l'avenir sinistre que préparent des dirigeants impérialistes. Seule la classe ouvrière peut tracer une nouvelle voie pour sortir de l'impasse du capitalisme. Il faut que le mouvement ouvrier organisé prenne la tête et rassemble autour de lui la classe ouvrière et ses alliés — les nationalités opprimées, les petits paysans, les femmes et la jeunesse —, tous ceux qui souffrent de l'oppression capitaliste et qui cherchent une issue.

La colère et le ressentiment des masses laborieuses ne s'exprimeront qu'indirectement dans ces élections, à cause de la bureaucratie syndicale qui reste soumise au Parti démocrate et au système capitaliste qu'il représente. Dans le même temps, il est clair que d'importants changements s'opèrent dans la conscience de la base syndicale.

Peut-être l'exemple le plus dramatique de ce processus s'est-il produit du 2 au 10 septembre lors du congrès de l'International Association of Machinists and Aerospace Workers (IAM — Association internationale des mécaniciens et travailleurs de l'aéronautique) ; l'IAM compte 980 000 membres et près de 2 500



Reagan en vendeur de lessive dans un spot publicitaire TV.

délégués et observateurs assistaient à ce congrès.

Le ton fut donné par le président de l'IAM, William Winpisinger, dans son discours d'ouverture : « *Le mouvement syndical doit faire face aux patrons qui veulent revenir sur les avantages acquis et briser le pouvoir syndical.* » Winpisinger évoqua aussi « *ces dix millions d'esprits et de mains inoccupés qui attendent dans l'armée des chômeurs* ». Il dénonça le cartel des sociétés pétrolières : « *Le grand pétrole est le pétrole des porcs (jeu de mots sur Big oil is pig oil). Ils possèdent l'uranium, le charbon et le gaz naturel, et maintenant ils en sont à prendre les mesures du soleil (allusion aux investissements des grandes compagnies pétrolières dans l'énergie solaire). Ils ont tiré jusqu'au dernier sous les importations en provenance de l'OPEP et ils nous ont mené au bord de la guerre.* » Pour conclure, Winpisinger déclara : « *Les causes du déclin économique et de la récession aux Etats-Unis et au Canada sont liées à la structure des grandes sociétés multinationales en Amérique et au Canada. Le gouvernement ne les contrôle pas, ce sont elles qui contrôlent le gouvernement. Les administrations Carter et Trudeau sont aux petits soins pour les multinationales, elles sont au service de la stratégie et des choix tactiques de ces multinationales.* »

Dennis McDermott, président du syndicat Canadian Labor Congress (Congrès du travail canadien) reçut une longue ovation quand il parla de la fondation du Nouveau parti démocratique (NPD), le Parti travail-

liste canadien en 1961. « *Je pense, déclara McDermott, que quand vous avez deux partis qui sont presque identiques dans leur apparence extérieure et leur philosophie, il n'y a finalement pas une grande différence avec un système de parti unique. C'est comme une communauté de souris qui aurait à voter une année pour un chat noir, l'année suivante pour un chat tacheté, et pour un chat blanc l'année d'après.* »

DISCUSSION SUR LE PARTI OUVRIER

Malgré les appels de Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO (la fédération syndicale américaine) et une intervention exaltée du sénateur Edward Kennedy qui avait été soutenu par l'IAM comme candidat présidentiel aux primaires du Parti démocrate, les délégués de l'IAM refusèrent d'apporter leur appui à Carter. Au contraire, par un vote acquis à une écrasante majorité, le congrès approuva une résolution « *pour déterminer dans quelle mesure on pourrait développer les bases pour un parti indépendant pro-ouvrier selon les principes de la social-démocratie* ».

Winpisinger et le reste de la direction de l'IAM sont tout sauf des révolutionnaires. Leur décision de prendre leurs distances de Carter, de donner une image plus militante et de prendre part à la discussion qui a lieu dans le mouvement syndical américain sur la formation d'un parti ouvrier est une indication sur la manière dont ils perçoivent l'humeur de la base des syndicats. La prise de position de la direction de l'IAM est confirmée par l'expérience de la campagne présidentielle du candidat du Socialist Workers Party, l'organisation trotskyste américaine. Les militants du SWP ont recueilli au cours de la campagne plus de 600 000 signatures pour avoir le droit d'inscrire leur parti sur les listes électorales de 28 Etats et du district de Columbia (Washington).

UNE ASSISTANCE ATTENTIVE

Bien que les militants du SWP aient recueilli suffisamment de signatures pour que le parti puisse se présenter dans les Etats du Michigan, du Texas et de la Californie (plus de 150 000 signatures pour la légalisation de la candidature présidentielle pour la seule Californie), le SWP a été écarté de façon anti-démocratique des listes électorales. Le candidat du SWP à la présidence, Andrew Pulley, un métallurgiste de Chicago et la candidate pour la vice-présidence, Mathilde Zimmerman, ont parcouru les Etats-Unis en tous sens pour

s'adresser aux travailleurs sur les enjeux de ces élections.

Un article de l'édition du 2 septembre du *Chicago Defender*, un quotidien qui s'adresse à la communauté noire, reproduisait une citation de Pulley qui expliquait : « *La principale raison pour laquelle je mène campagne, c'est de populariser l'idée selon laquelle les travailleurs ont besoin de leur propre parti.* »

Photo en première page et longue citation de Pulley toujours dans le même journal : « *Les travailleurs doivent cesser de faire confiance aux deux partis capitalistes (les démocrates et les républicains). Le temps est venu pour le mouvement ouvrier d'organiser son propre pouvoir dans l'arène politique et d'organiser son propre parti politique, basé sur les syndicats, de lutter pour les intérêts de la vaste majorité, les travailleurs.* »

Après qu'Andrew Pulley ait passé une journée de campagne dans le Vermont, le *Burlington Free Press*, principal quotidien de l'Etat a publié le 2 octobre un article sur ses activités. « *Le candidat du SWP aux présidentielles, Andrew Pulley, a rencontré une assistance attentive lors d'une intervention devant les ouvriers grévistes de la Waterbury Companies Inc. Les grévistes, membres de la section locale 2133 du United Auto Workers (Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile) se rassemblèrent autour de l'homme de Chicago, quand il leur expliqua pourquoi ils devaient se méfier aussi bien des démocrates que des républicains.* » *Seule l'auto-organisation, y compris la formation d'un parti ouvrier fort peut permettre aux travailleurs de réaliser des conquêtes économiques et politiques* » expliqua Pulley aux grévistes qui opinèrent du chef pour marquer leur approbation. »

De telles réactions chez les travailleurs sont typiques. Comme jamais auparavant, les travailleurs américains sont persuadés qu'une alternative aux partis démocrate et républicain est nécessaire. Au sein des syndicats, il y a un débat de plus en plus large sur la possibilité de former un parti ouvrier. Les candidats socialistes et leurs idées reçoivent un bon accueil, parfois enthousiaste.

Indépendamment de savoir quel sera le vainqueur des élections du 4 novembre, ce processus de radicalisation au sein du mouvement ouvrier continuera de s'approfondir. C'est cette polarisation croissante entre d'une part le déplacement à gauche du mouvement ouvrier et d'autre part le virage à droite de la classe dominante qui est la véritable clé pour comprendre la politique américaine aujourd'hui.

L'échec de 8 années de « Socialisme démocratique »

Peuplée de deux millions trois cent mille habitants dont la moitié d'analphabètes, environ le tiers de chômeurs — ce taux pouvant atteindre 100 % dans les ghettos de la capitale Kingston — la Jamaïque, petite île de la Caraïbe grosse comme la Corse, où le « ganja » (marijuana locale) est vendu moins cher que le tabac et où les magasins de disques sont plus nombreux que les boutiques d'alimentation, connaissait depuis plusieurs années un regain de tensions sociales et politiques.

Une nouvelle phase s'est ouverte, sur fond de désastre économique, avec la victoire électorale le 30

octobre dernier du Parti travailliste jamaïcain (JLP) d'Edward Seaga. Ce succès électoral de la réaction met fin à huit années de gouvernement du Parti national populaire (PNP) de Michael Manley, qui avait été porté au pouvoir en 1972 sur un programme de réformes sociales devant conduire au « socialisme démocratique ».

Le retour au pouvoir du JLP, qui a provoqué des déclarations de satisfaction à Washington, sanctionne l'échec de la politique du PNP. Il n'en est pas moins une victoire importante pour la réaction locale et l'impérialisme américain.

Vincent KERMEL

Lors de l'Indépendance de l'île en 1962, le Premier ministre de l'époque fit acte d'allégeance à l'impérialisme en proclamant que l'ancienne possession britannique « resterait aux côtés de l'Occident et des Etats-Unis ». A la veille de l'intervention des marines américains à Saint-Domingue, cela sonnait comme un sérieux avertissement. Il s'agissait de tenir la Jamaïque à l'écart des répercussions de la montée révolutionnaire issue de la victoire de la Révolution cubaine.

Aussi, l'arrivée au pouvoir en 1972 du Parti national populaire (PNP) de Michael Manley constitue un cinglant revers pour la bourgeoisie autochtone, le Parti travailliste jamaïcain (JLP) d'Edward Seaga et l'impérialisme américain. Car la victoire électorale du PNP est l'expression de la volonté des masses déshéritées d'en finir avec la situation dans laquelle les maintient leur statut de néo-colonie américaine.

Après son arrivée au pouvoir, Manley nationalise une compagnie d'électricité, institue en 1974 une « taxe à la production » de la bauxite, dont l'île est le second producteur mondial (ce qui permet au gouvernement de récupérer une partie des profits tirés de sa commercialisation par les trusts nord-américains), et adopte une plate-forme de réformes sociales dont l'application devait conduire au « socialisme démocratique ».

Mais derrière des appellations pompeuses, le PNP se contente en fait de proposer une gestion réformatrice de l'économie capitaliste assortie d'une prise de participation étatique dans certains secteurs économiques clés, comme la bauxite.

De plus, et malgré un appui populaire indéniable dans les bidonvil-

les de l'île, le PNP dispose aussi du soutien d'une fraction de la bourgeoisie locale et consacre la domination politique de la petite bourgeoisie blanche et asiatique sur une population noire à 90 %.

Au-delà des espoirs qu'il fit naître parmi les masses populaires, le programme du PNP reste donc celui d'une direction petite-bourgeoise désireuse de gérer le système capitaliste en s'attribuant une partie des profits retirés jusque-là par les trusts impérialistes de la commercialisation des richesses minières et agricoles. Plus que les discours populistes des dirigeants du PNP, les formules creuses contenues dans une brochure intitulée *Le socialisme démocratique à la Jamaïque* illustrent les limites politiques d'une telle vision. Le socialisme y est défini de manière tout à fait floue : c'est « un idéal, un but et une attitude mentale qui demande que les gens se soucient du bien-être commun », « un mode de vie », et « la voie de la vie chrétienne en action ». A un programme politique clair, le PNP préfère des formulations du gen-

re : « Une société socialiste doit être élaborée par des gens qui y croient et qui pratiquent ses principes ». Dès lors, il n'est pas étonnant que ce texte désigne comme exemple de « voies vers le socialisme », les « gouvernements socialistes » de Suède, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Zambie et d'Inde !

Une telle confusion rendait la direction du PNP très perméable à la tactique de pressions utilisée par l'impérialisme pour amener Manley à composer. Ce dernier, dépositaire d'un soutien populaire, naviguera systématiquement entre des concessions économiques et politiques à l'impérialisme et un discours populiste accompagné ponctuellement, notamment à la veille de sa réélection de 1976, de tournants radicaux, surtout en matière de politique étrangère d'ailleurs. Manley joue aussi un jeu subtil d'équilibre entre les différentes tendances et sensibilités du PNP dont il se sert successivement suivant la tonalité de sa politique et la conjoncture.

LES PRESSIONS IMPÉRIALISTES CONTRE MALEY

Si le contexte régional avait été différent, les mesures sociales impulsées par Manley et son verbiage populiste n'auraient sans doute pas affolé Washington. Mais les prises de positions diplomatiques en faveur de Cuba affaiblissent l'efficacité du blocus impérialiste contre Cuba. La création d'une Association de producteurs de bauxite, dont le siège est à Kingston, gêne les compagnies impérialistes.

Les dirigeants américains feront tout pour ramener Manley à de meil-

leurs sentiments. Cela s'exprimera par tous les moyens à la disposition de l'impérialisme : un boycott déguisé des trusts de la bauxite et des agences de tourisme (ce qui diminue les entrées en devises et porte la dette extérieure à 700 millions de dollars) ; le marchandage de l'aide économique contre un infléchissement de la politique de Manley et un appui à l'opposition réactionnaire du JLP de Seaga, homme d'affaire et ancien ministre des Finances surnommé « CIAga », vu ses contacts peu

discrets avec l'agence de renseignement américaine. Cela culmine, à la veille des élections de 1976, avec la découverte d'une tentative de putsch fomentée par la CIA et ses agents locaux du JLP et connue sous le nom de code de « Opération Loup-Garou ». A cette époque, les services officiels des Etats-Unis comptent à Kingston plus d'une dizaine d'agents de la CIA.

Les élections que le PNP remportera en 1976, avec 56,77 % des suffrages exprimés, se sont déroulées dans un contexte d'étranglement financier de l'île par les banques et les institutions financières impérialistes, et la préparation de nouvelles discus-

servés de l'équivalent d'un mois de commerce extérieur, et l'acceptation des conditions du FMI contre les 240 millions de dollars d'aide promise apparaît à l'équipe dirigeante comme la seule alternative possible.

Les conditions imposées par cet accord prévoient : une dévaluation de 30 % du dollar jamaïcain (la quatrième en un an et demi) sous la forme d'une dévaluation immédiate de 15 %, puis d'une dévaluation échelonnée sur quinze mois à un taux de 1 % par mois ; l'équilibre du budget du gouvernement ; la fin du contrôle gouvernemental sur les prix des produits de première nécessité ; un blocage des salaires ; le démantèlement

duction baisser. D'autant plus que, parallèlement, le gouvernement de Manley décide de réduire le taux de la taxe à l'extraction de bauxite. Le démantèlement de la Compagnie nationale de contrôle du commerce extérieur et la libération des prix profite à la bourgeoisie commerciale et spéculatrice. Manley pouvait alors naïvement remarquer qu'il y a quinze ans, il fallait 21 tonnes de sucre pour payer un tracteur, alors que maintenant il en faut 59 tonnes ; il n'en a pas moins accepté la politique dictée de Washington par le FMI. Celle-ci ne fut pas pour rien dans la perte de crédit populaire du PNP qui est apparu comme le promoteur d'une politique antipopulaire d'austérité et de chômage.



LA REACTION LOCALE

Sous l'effet des conditions imposées par le FMI, la situation des masses populaires se dégrade rapidement, entretenant un mécontentement servant de base de manœuvre à l'agitation réactionnaire du JLP. Cette organisation, qui maintient des relations avec certains syndicats, utilise à la fois la propagande calomniatrice du quotidien bourgeois *Cleaner* qui lui est largement favorable, et les actions terroristes de bandes armées recrutées parmi les chômeurs. Toutefois, le mécontentement contre certaines mesures gouvernementales a permis aussi au JLP de se trouver à la tête de mobilisations antigouvernementales parfois relativement massives.

Ainsi, en janvier 1979, une grève générale soutenue par le JLP dénonçant les hausses du prix du gaz et de l'essence (alors que le taux d'inflation est déjà de 40 % par an) a rencontré un certain appui populaire avant de dégénérer en émeute du fait de l'action des groupes paramilitaires liés au Parti travailliste de Seaga.

En mêlant la dénonciation des « agents de la subversion cubaine » à celle de la situation économique avec le mot d'ordre de « FMI, c'est la faute à Manley », en accusant le gouvernement du PNP d'être responsable du climat d'insécurité qui fait fuir les touristes et les investisseurs étrangers, le JLP réussit à organiser, en septembre 1979, une manifestation de vingt mille personnes.

Les événements se précipitent au printemps dernier. Après une suite de grèves liées à l'imposition de nouvelles conditions par le FMI, prévoyant la suppression des postes de fonctionnaires auxiliaires, une nouvelle rupture avec le FMI intervient. L'agitation réactionnaire du JLP va alors reprendre sur une nouvelle échelle, utilisant de plus en plus les thèmes de propagande anti-castriste.

Dans ce cadre, le journal bour-

sions avec le FMI pour l'octroi d'une aide financière. Dès sa réélection, Manley opère un tournant droitier en acceptant le programme d'austérité du FMI contre une aide de 64 millions de dollars et en écartant les représentants de l'aile radicale du PNP de leurs responsabilités gouvernementales.

MANLEY CEDE AUX EXIGENCES DU FMI

Si, en janvier 1977, Manley refusait encore de « vendre » la Jamaïque au FMI, quelques mois plus tard, sous la pression de l'augmentation du déficit du commerce extérieur, le gouvernement du PNP mettra une sourdine à ses déclarations et projets « réformateurs ». Non content des conditions déjà acceptées par Manley, le FMI suspend pourtant son aide au début du printemps 1978, et précipite ainsi une nouvelle crise de la balance des paiements.

Une nouvelle fois, dans une situation financière et économique délicate, le gouvernement du PNP va se tourner vers le FMI et renégocier en mai 1980 un accord encore plus draconien que les précédents. Le pays dispose alors dans ses caisses de ré-

de la Compagnie nationale de contrôle du commerce extérieur.

L'accord de mai 1978 avec le FMI sonne véritablement le glas du programme de réformes sociales proposées par le PNP. En bloquant les augmentations de salaires à 15 % maximum par an, tout en libérant les prix et en relâchant le contrôle du commerce extérieur, le gouvernement contribue à l'effondrement du niveau de vie des masses déshéritées de la Jamaïque. En quelques semaines, le prix du poulet augmente de 54 %, comme toutes les denrées de première nécessité. Les familles ouvrières qui disposent, dans le meilleur cas, d'un salaire hebdomadaire situé entre 20 et 60 dollars, ne peuvent plus envoyer leurs enfants à l'école. L'équilibre budgétaire prévu par le FMI signifie un net coup d'arrêt aux mesures sociales concernant l'emploi et l'amélioration, même limitée, des conditions d'habitation et de vie des masses.

Cet accord profite par contre largement aux capitalistes locaux et aux trusts impérialistes. Le blocage des salaires accroît leur profit. La dévaluation permet aux trusts exploitant la bauxite et qui vendent sur le marché international le minerai en dollars US d'en voir les coûts de pro-



Propagande électorale pour Manley.

geois *Cleaner* aura un rôle tout à fait primordial. Fred Landis, qui fut un des rapporteurs au Sénat américain sur l'action de la CIA au Chili, compara les techniques utilisées par le *Cleaner* à celle de *El Mercurio* pour préparer les conditions de la chute d'Allende. Fait étrange, *El Mercurio* fut récompensé en 1973 par un diplôme de l'Université de Columbia ; le *Cleaner* reçut la même distinction en 1979.

De nombreux articles constituent des appels ouverts au renversement violent du gouvernement. L'un d'entre eux précisait, au printemps dernier : « Dans de nombreux autres pays, quelqu'un disposant d'une force d'hommes disciplinés derrière lui aurait depuis longtemps renversé le gouvernement... Dans de nombreux pays du Tiers Monde, nos ministres, nos dirigeants politiques, nos hauts fonctionnaires seraient, à l'heure actuelle, en exil ou ensevelis dans une fosse commune. » Le 22 juin, une tentative de putsch, avec des ramifications importantes dans l'armée,

était découverte et réprimée. Manley déclarait alors qu'il y avait « des signes patents de destabilisation » de son gouvernement à travers « une campagne de violence et d'autres activités pour créer la panique et la peur ».

Les tentatives d'assassinats de dirigeants du PNP se multiplient. Depuis le début de l'année, cinq cent

meurtres politiques ont ainsi été commis par les bandes armées du JLP, même si certains sont imputables à la police et aux actions de représailles des partisans du PNP. En août 1980, le local du journal du Parti des travailleurs de la Jamaïque (WPJ, appellation locale du parti communiste) était incendié.

L'ESCALADE PRE-ELECTORALE

Ayant rompu avec le FMI en février 1980, Manley entreprend de rechercher des crédits auprès de nouveaux bailleurs de fonds, comme la Libye et certains pays de l'OPEP. L'enjeu des élections apparaît donc comme une prise de position face aux derniers diktats du FMI. Dès que la date de ces dernières est annoncée, les attentats se multiplient et prennent la forme d'une vaste opération de destabilisation du régime, comparable à bien des égards à celle qui précéda les élections de 1976.

Le 10 septembre, un local du

PNP, où se trouve son secrétaire général D.K. Duncan, est mitraillé par des hommes du JLP qui s'enfuirent dans une voiture conduite par Warmington, un candidat du JLP. Un peu plus tard, le dirigeant du WPJ, Trevor Munroe, révèle que des officiers des forces armées argentines ont débarqué le 15 septembre à Kingston et ont été conduits directement dans un camp militaire de la capitale sans passer par les procédures habituelles d'immigration. Le 14 octobre, le vice-ministre de la Sécurité nationale et député du PNP, Roy

McGann, est assassiné lors d'une attaque des hommes de main du JLP, dans des conditions qui illustrent la connivence entre les forces de police et la réaction. Alors qu'il quittait un meeting électoral dans le quartier populaire de Gordon Town, près de la capitale, accompagné de militants du PNP, Roy McGann fut agressé par des hommes de main du JLP, à quelques centaines de mètres d'un commissariat. McGann eut le temps d'envoyer un SOS radio au quartier général du PNP avant l'arrivée de la police, qui fit feu sur lui après l'avoir identifié...

LE P.N.P. SUR LA DEFENSIVE

Pour apprécier l'ampleur du complot réactionnaire qui se trame, il faut savoir qu'une vaste entreprise de recherche de renseignements est effectuée par divers canaux, préparant une opération de grande envergure. Ainsi, en dehors de la connaissance des chefs de l'armée et de la police, un questionnaire et un système de mise en fiche des détenus incluant des questions sur les opinions politiques, les lectures et les relations des détenus est remis à chacun d'entre eux. Parallèlement, sous couvert d'un « sondage d'opinion sur les consommateurs », une enquête officiellement commanditée par le trust pétrolier Exxon Oil, mais se rapprochant plus des méthodes de la CIA, demande si, « dans une perspective d'impartialité, il vaudrait mieux employer des soldats étrangers comme policiers, plutôt que des soldats et policiers jamaïquains ».

D'autre part, les liens de Seaga et du JLP avec des officines impérialistes sont connus. Les récents voyages de ce dernier l'ont souvent conduit dans des réunions comme celle du mois de mai avec l'Institut américain d'entreprise, qui conseille régulièrement Ronald Reagan et agit comme source d'information des consortiums pétroliers. Cet institut est dirigé par le vice-président de la Mobil Oil, Hernan Schmidt. En juin, Seaga rencontre des représentants du Département de l'Amérique latine et de la Caraïbe du FMI. Tandis qu'en septembre, des négociations secrètes sont menées entre le FMI et le leader de l'opposition, anticipant sur sa possible victoire électorale.

Limitée à l'utilisation de l'appareil d'Etat existant et de la législation en vigueur contre les menées réactionnaires, la riposte du gouvernement de Manley est restée impuissante à mobiliser véritablement les masses populaires et à satisfaire leurs principales revendications. En acceptant de passer sous les fourches caudines du FMI, et en mettant sous le

boisseau les mesures sociales projetées par son programme, le gouvernement du PNP s'est lentement discrédité aux yeux des masses déshéritées de la Jamaïque. De plus, la corruption courante parmi les responsables ministériels n'a pas été pour rien dans cette incapacité à redresser cette situation. En acceptant d'avaliser la politique d'austérité du FMI, et malgré ses déclarations diplomatiques de solidarité avec Cuba et les luttes dans la Caraïbe, le crédit populaire du PNP s'est largement effrité, facilitant ainsi les manœuvres réactionnaires de l'impérialisme et de son agent local, le JLP. Avant toute chose, c'est l'échec de la politique conciliatrice du PNP que sanctionne aujourd'hui la victoire électorale du JLP.

Car le PNP a fait sa récente campagne électorale pour une « voie non capitaliste de développement » tout en reconnaissant la nécessité de « réduire l'exploitation socio-économique que le pays subit encore ». Ce qui est une forme bien ampoulée pour illustrer l'échec de sa politique économique. Mais cela n'était assorti d'aucune mesure radicale permettant d'entraîner l'adhésion et l'enthousiasme des masses populaires, ni d'aucune forme de mobilisation et d'auto-organisation. Une victoire électorale du PNP n'apparaissait donc nullement pour les travailleurs jamaïquains comme une garantie contre une politique d'austérité, ni comme une assurance d'une amélioration de leurs conditions d'existence. En l'absence d'une alternative concrétisant une authentique indépendance de classe, l'enjeu électoral n'apparaissait pas très clairement aux yeux des masses populaires.

Or les mobilisations contre les directions syndicales bureaucratiques liées au JLP ou au PNP, ainsi que les grèves pour imposer les revendications ouvrières, restaient encore trop isolées et minoritaires pour concrétiser une alternative de classe immédiatement tangible.

LA VICTOIRE ELECTORALE DE LA REACTION

Que le PNP ait, par sa politique erronée, fait le jeu de la réaction n'empêche pas que la victoire électorale du JLP constitue une importante défaite pour les masses populaires de l'île, et une victoire pour l'impérialisme et ses agents régionaux. Il suffit de voir l'air entendu avec lequel un porte-parole du Département d'Etat US qualifiait de « salutaire » la défaite du PNP, et formulait le souhait d'une coopération avec le gouvernement de Seaga « dans un esprit d'amitié ». Les banques impérialistes se sont déjà ruées pour assurer le JLP d'un crédit de 300 millions de dol-

lars.

Les projets contre-révolutionnaires régionaux de Washington se trouveront facilités par cette victoire électorale qui succède à des retournements comparables dans plusieurs autres petites îles de la Caraïbe.

Le nouveau Premier ministre de la Jamaïque, Edward Seaga, a défini ainsi son programme : « La première priorité de mon gouvernement, a-t-il déclaré, sera de restaurer la croissance économique, ce que nous espérons réaliser à terme dans trois ans. La seconde priorité nous conduira à restaurer les droits de l'homme, car le gouvernement précédent avait fait du Jamaïquain un citoyen de deuxième classe. La troisième priorité sera le rétablissement d'une politique étrangère équilibrée. (1) »

Ces déclarations se sont rapidement concrétisées par la demande du départ de l'ambassadeur cubain, considéré comme un « agent de la subversion », la proposition de « mettre en accusation ceux qui ont commis des fautes sous le gouvernement précédent », et la volonté d'attirer les investisseurs étrangers et pour cela de « créer le climat de confiance dont les hommes d'affaires ont besoin ».

Cette politique se traduira par des attaques contre les libertés et les droits des masses populaires, même s'il n'est pas exclu que les crédits impérialistes qui avaient été refusés à Manley viennent aider Seaga à améliorer superficiellement le niveau de vie des masses ou d'une partie d'entre elles. Car, en tirant les leçons de la situation révolutionnaire qui a éclaté en Amérique centrale et à Grenade, les USA ne vont pas manquer d'apporter tout leur appui à ce gouvernement qu'ils ont contribué à mettre en place en étranglant le précédent, pour pouvoir refaire de la Jamaïque une plate-forme de la contre-révolution dans toute la Caraïbe. Le gouvernement du JLP qui milite pour un statut comparable à celui de Porto-Rico, « Etat associé » des USA, représentant en fait le 52e « Etat de l'Union », va se prêter docilement à ce projet. Sa réussite dépendra toutefois de la capacité des masses populaires à se battre pour une alternative d'indépendance de classe, pour la satisfaction de leurs revendications, le respect de leurs droits démocratiques et de l'indépendance nationale, à faire leur le jugement que portait déjà le Che, qui expliquait qu'il ne pouvait plus y avoir que le choix entre « révolution socialiste ou caricature de révolution ». □

(1) *Le Monde*, 1er novembre 1980.

Un an de meurtres, d'exactions et de massacres

Il y a un an, le 15 octobre 1979, le général Romero, au pouvoir depuis février 1977, était renversé par un putsch militaire. Les porte-parole des « jeunes officiers », les colonels Majano et Gutierrez, annonçaient alors un programme de réformes radicales et formaient avec trois dirigeants du Parti démocrate-chrétien une junte qui recevait sans attendre le soutien de l'ensemble des forces bourgeoises qui s'étaient opposées aux régimes militaires de Molina et de Romero. Le PCS (Parti communiste salvadorien) leur emboîtait le pas et partici-

pait aussitôt au premier gouvernement formé par la junte, où il se voyait attribuer le ministère du Travail.

Très vite, pourtant, le cours suivi par la junte confirmait l'analyse des organisations révolutionnaires qui lui avaient refusé tout soutien, et avaient dénoncé dans le putsch militaire une opération de l'impérialisme américain. Les réformes annoncées à grand fracas ne voyaient le jour que sur le papier, et une répression sans précédent répondait à l'essor du mouvement de masse.

Pierre SYLVAIN

Un an après, le bilan de la junte militaire et démocrate-chrétienne tient en un seul chiffre : plus de huit mille personnes tuées par les forces de répression. C'est le régime le plus sanglant qu'ait connu le pays depuis l'écrasement dans le sang de l'insurrection de 1932.

Il s'agit, en fait, d'un véritable génocide perpétré dans les zones rurales où les organisations révolutionnaires ont acquis un soutien de masse chez les paysans. L'armée, dans le cadre d'opérations conjointes avec les différents corps de police et les bandes fascistes d'ORDEN (1), ratisse des régions entières, massacrant indistinctement femmes et enfants qui n'ont pu fuir. Les révélations de l'Eglise du Honduras ont permis de faire connaître internationalement le massacre de 600 paysans dans la zone frontière du rio Sumpul, avec la complicité de l'armée du Honduras. Des dizaines de milliers de paysans sont contraints de fuir les zones de combat et la répression aveugle, et s'entassent dans des camps de réfugiés. La junte a aujourd'hui rangé dans ses tiroirs les projets de réforme agraire publiés à grand fracas au printemps : il n'en reste plus que la substance, la volonté de détruire les organisations de masse paysannes qui apportent un soutien décisif aux organisations révolutionnaires.

Mais la répression ne se cantonne pas dans les campagnes : elle frappe aussi par centaines les militants ouvriers, lycéens, étudiants, enseignants. Chaque matin apporte son nouveau lot de cadavres horriblement torturés, mutilés, abandonnés pour l'exemple sur les routes ou dans les rues de la capitale. Et chaque jour le même scénario se reproduit pour s'efforcer d'identifier les victimes. A cela

s'ajoutent des « cimetières clandestins », comme celui découvert en janvier près du port de La Union.

Aux huit mille morts recensés par la Commission des droits de l'homme depuis un an, il faut sans doute en ajouter des milliers dont les cadavres n'ont pas été retrouvés. Le travail courageux de la Commission des droits de l'homme lui a valu d'être la cible de la répression : les menaces de mort quotidiennes reçues par téléphone ont fait place à l'assassinat de plusieurs de ses dirigeants, et au plasticage répété de ses locaux, comme, encore, le 4 septembre. En octobre, coup sur coup, Magdalena Enriquez, secrétaire à l'information de la Commission, et Ramon Vailadarez, ont été assassinés.

8 000 MORTS EN UN AN

L'Eglise n'est pas non plus épargnée. L'assassinat de monseigneur Romero, archevêque de San Salvador, n'a été que le fait le plus connu d'une répression qui touche des centaines de membres de l'Eglise engagés dans le combat contre la dictature, ou simplement accusés de fournir une aide aux victimes de la répression. C'est ainsi que l'armée est intervenue le 5 juillet au siège du Secours juridique de l'archevêché.

Tout est fait aussi pour mettre la presse au pas. Les deux petits quotidiens indépendants, *El Independiente* et *La Cronica*, coupables d'avoir ouvert leurs colonnes à la dénonciation des crimes de la junte, ont été frappés à leur tour. Début juillet, deux journalistes de *La Cronica*, Jaime Suarez et Cesar Najarro étaient froidement assassinés. Dix jours plus tôt, les locaux de *El Independiente* devaient être plastiqués, puis dévastés par des forces de police. De même, le 20 juin, les locaux de l'Agence

de presse indépendante (API) avaient été investis par des unités de la Garde nationale, et sa directrice, Vida Cuadra, arrêtée pendant plusieurs heures. A la mi-août encore, un journaliste mexicain de *Uno mas Uno*, Ignacio Rodriguez Terrazas, trouvait la mort à San Salvador. Cet « accident » selon la junte, faisait suite à plusieurs menaces de mort.

Mais cette répression, aussi massive et cruelle soit-elle, n'a pas été à même de bloquer l'essor du mouvement de masse et le renforcement des organisations révolutionnaires. Forcée de reconduire mois après mois l'état de siège décrété le 6 mars, la junte militaire et démocrate-chrétienne a de plus en plus de mal à faire accréditer son image de marque « réformiste » sur la scène internationale, et à prétendre que la répression massive n'est que le fait de bandes paramilitaires dont le contrôle lui échappe. Le Parti démocrate-chrétien, qui se retrouve seul au pouvoir avec les militaires depuis le début de l'année, a connu encore récemment de nouvelles défections. Ainsi, le Dr Roberto Lara Velado, qui avait présidé à la fondation du Parti, a donné sa démission en dénonçant, début août, au Venezuela, la complicité directe du PDC dans les massacres perpétrés par les forces de répression.

« LE SALVADOR VIT UNE GUERRE CIVILE »

La junte est forcée de reconnaître l'importance des opérations de répression qu'elle engage, et le fait qu'elle ne contrôle pas vraiment la situation sur le plan militaire. Dans les derniers jours de juin, elle a envoyé une forte délégation en Europe pour s'efforcer de contrecarrer l'offensive diplomatique du Front démocratique révolutionnaire (FDR), de redorer

son blason et de s'assurer la collaboration active de la démocratie chrétienne européenne et des gouvernements qu'elle dirige. A son passage en Espagne, le ministre de l'Intérieur et de la Présidence du Salvador a dû justifier ses appels pressants en reconnaissant : « *Le Salvador vit une guerre civile... Les affrontements actuels ont fait perdre plus d'hommes aux forces armées que la guerre de 1969 avec le Honduras.* »

Depuis plus de six mois, en effet, les actions menées par les organisations révolutionnaires ont été s'intensifiant. Pour la seule période de janvier à mai, les Forces populaires de libération « Farabundo Martí » (FPL), la plus importante des organisations politico-militaires, annonce avoir causé 914 morts aux forces de répression, et 324 pour la période allant du 19 mai au 10 juin. L'inventaire systématique fait par les organisations révolutionnaires des différentes actions militaires qu'elles ont menées et du bilan de leurs affrontements avec l'armée et les forces de police se solde à leur très net avantage, dans un rapport de un à cinq.

Depuis le printemps, les actions de harcèlement menées contre les forces de l'ordre se font de plus en

plus fréquentes, et ont également permis de récupérer d'importants stocks d'armes et de munitions.

Les dimensions du pays, qui couvre à peine 200 km sur 100, son relief assez accidenté mais partout accessible à des troupes bien équipées, et l'encercllement du Salvador sur ses frontières terrestres par le Guatemala et le Honduras, ne permettent pas actuellement la formation d'unités de plusieurs milliers de combattants. La force des organisations politico-militaires tient à leur grande mobilité et, surtout, à l'appui que leur apportent les organisations de masse, dans les villes comme dans les campagnes. Cela seul leur permet de rompre les opérations d'encercllement, ou même de tenir en échec pendant plusieurs jours, voire quelques semaines, des forces beaucoup plus importantes numériquement, et mieux équipées. Fin juillet - début août, les unités de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) ont ainsi repoussé victorieusement une offensive dans la région de Cabanas et Morazan, mettant en jeu deux mille soldats appuyés par des hélicoptères et des blindés légers, et réussi à faire sauter le pont principal reliant Morazan à la garnison de San Miguel.

aux exigences brûlantes d'une situation que tout confirmait comme violemment explosive.

LA RN ROMPT AVEC LA DRU

Pourtant, un certain nombre de désaccords se sont fait jour, conduisant au retrait de la RN, annoncé publiquement le 12 septembre. Désaccords liés à l'appréciation de la situation et à la tactique à suivre : la RN, accusée de verser dans des positions aventuristes, voire putschistes, pensait qu'il était possible de précipiter la chute de la junte militaire et démocrate-chrétienne avant même que les conditions politico-militaires de l'insurrection soient réunies. Accusée même d'avoir voulu s'engager dans une aventure derrière le colonel Majano, en septembre, la RN a démenti. Il ne fait aucun doute que les affrontements au sein de la junte, qui ont mis aux prises le colonel Majano et le colonel Gutierrez, soutenu par le ministre de la Défense Garcia et les secteurs les plus réactionnaires de l'armée, n'étaient qu'un épisode supplémentaire, sous l'œil bienveillant de Washington, de résoudre le problème posé par le discrédit croissant de la junte sur le plan international. La DRU l'avait aussitôt dénoncée pour telle.

Il est clair aussi que l'impérialisme est toujours à la recherche d'une relève qui lui permette de ne pas tout perdre, comme au Nicaragua, en cas de victoire d'une insurrection. Majano et les secteurs de l'armée qu'il contrôle en constitueraient l'ossature indispensable, avec l'espoir de détacher certaines forces regroupées aujourd'hui au sein du Front démocratique révolutionnaire.

Les désaccords sur la tactique se sont trouvés aiguisés par les problèmes posés lors de la grève générale des 13, 14 et 15 août. Le caractère même de cette grève générale n'est pas apparu clairement. Certains voulaient en faire le coup d'envoi d'une insurrection généralisée, alors que, dans le bilan qu'elle en a tiré, la DRU insistait avant tout sur le caractère de répétition générale de cette grève : mobilisation de la population des quartiers dans des opérations d'auto-défense, occupation temporaire de localités, harcèlement des forces de répression. La DRU affirmait ainsi la nécessité de poursuivre pendant plusieurs mois encore les tâches de préparation militaire, de construction de milices à un niveau de masse, d'accumulation d'armement lourd sur le plan national, et de poursuivre l'offensive diplomatique à l'échelle internationale, engagée par le Front démocratique révolutionnaire dès le mois de juin.

L'heure n'était plus, comme lors de la grève générale de janvier et de

DES AFFRONTEMENTS ARMES DE PLUS EN PLUS IMPORTANTS

Il est certes impossible de tenir des « zones libérées » tant que les combats ne prennent pas la dimension d'une insurrection générale, alors que deux heures suffisent à un hélicoptère pour gagner les régions les plus éloignées de la capitale, mais les organisations révolutionnaires affirment contrôler de fait plusieurs départements. Cela veut dire que les forces armées et de police ne s'y aventurent pas en petites unités, et ne s'y déplacent qu'en convois fortement protégés. C'est pour essayer de

réduire ces poches de résistance que l'armée multiplie les opérations de grande envergure, comme celle en cours depuis fin octobre, à nouveau dans le département de Morazan, près de la frontière avec le Honduras. Si la grande majorité des combattants appartiennent aux FPL et à l'ERP, les forces de la Résistance nationale (RN) et celles récemment mises sur pied par le PCS sont également mobilisées dans une série d'opérations de harcèlement.

LA CREATION DU FRONT « FARABUNDO MARTI » DE LIBERATION NATIONALE

Engagé il y a plusieurs mois, le processus d'unification des forces combattantes vient de franchir une nouvelle étape avec la création du Front « Farabundo Martí » de libération nationale (FFMLN), le 15 octobre dernier. Dès le 10 janvier, l'unité s'était réalisée entre les FPL, le PCS et la RN. L'ERP, tenue dans un premier temps à l'écart, s'intégrait finalement à cette coordination des organisations politico-militaires qui prenaient le nom de Direction révolutionnaire unifiée (DRU) le 22 mai.

« *Il y aura dorénavant une seule direction, un seul plan militaire, un commandement unique, une seule ligne politique nationale et internatio-*

nale », déclarait la DRU. C'était l'aboutissement sur le plan politico-militaire du processus unitaire réalisé pour les organisations de masse avec la création, dès le 11 janvier, de la Coordination révolutionnaire de masse (CRM), qui regroupait le Bloc populaire révolutionnaire (BPR), lié aux FPL, l'Union démocratique nationaliste (UDN), liée au PCS, le Front d'action populaire unifié (FAPU), lié à la RN, et les Ligues populaires du 28 février (LP 28), liées à l'ERP.

La réalisation de cette unité témoignait de la ferme volonté des différentes composantes de dépasser leurs divergences, et même les affrontements antérieurs, pour répondre



mars, aux manifestations de rue mobilisant des dizaines de milliers de personnes, face à une répression qui ne fait pas le détail. La RN ne portait pas la même appréciation.

Depuis un an et demi, le Salvador connaît une montée révolutionnaire tumultueuse, puissamment accélérée par la victoire des sandinistes au Nicaragua tout proche. La politique de la junte, combinant projets de réforme et répression féroce, n'a pas été capable de bloquer ce processus. Mais cette situation ne peut pas se perpétuer longtemps. L'équilibre des rapports de forces est hautement instable. Et la situation internationale, dans laquelle le résultat des élections présidentielles aux USA est un facteur non négligeable pour l'Amérique centrale, joue également dans le sens d'une précipitation des affrontements décisifs à brève échéance. C'est dans ces situations qu'une direction révolutionnaire fait définitivement ses preuves, quand les erreurs tactiques coûtent très cher, qu'il s'agisse de la précipitation d'affrontements prématurés ou, au contraire de l'incapacité de saisir quand elle se présente, l'occasion d'engager les combats décisifs. Cette épreuve décisive, le Front sandiniste en est sorti vainqueur, conduisant les masses nicaraguayennes à la victoire.

L'UNITE RECONSTRUITE

C'est son exemple qui inspire le Front « Farabundo Martí » de libération nationale, dont la création répond à la nécessité impérieuse pour les masses de se doter d'une direction

centrale unifiée. C'est aussi pour cette raison que la Résistance nationale, après avoir quitté la DRU, vient de décider de rejoindre le FFMLN en déclarant : « Pour infliger une défaite définitive à l'ennemi de classe, il est indispensable et urgent que le peuple et ses organisations s'unissent étroitement. »

Cette nouvelle organisation unifiée marque aussi la fin de la scission qu'avait connue le PCS en 1970, donnant naissance aux FPL. Scission minoritaire à l'époque, sous la direction de l'ancien secrétaire général, Salvador Cayetano Carpio, les FPL représentent aujourd'hui l'écrasante majorité des forces de l'organisation unifiée, le PCS n'en étant que la plus petite composante, après l'ERP et la RN.

L'organisation unifiée peut compter sur l'appui politique du Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua et de la direction cubaine, auxquels elle est liée par des années de combat commun contre l'impérialisme. Le 23 août dernier, devant des dizaines de milliers de personnes rassemblées à Managua pour célébrer la campagne d'alphabétisation, le commandant Humberto Ortega affirmait : « Nous resterons totalement solidaires du peuple salvadorien. » En juin déjà, le commandant Tomas Borge avait déclaré que toute agression étrangère contre le Salvador constituerait une agression contre le Nicaragua lui-même.

Il est clair que l'impérialisme américain n'a pas attendu Reagan pour renforcer son intervention au Salvador, et s'efforcer de créer les conditions d'une intervention militaire directe, ou par pays tiers inter-

posés. L'administration Carter a multiplié les efforts pour mettre sur pied une force d'intervention constituée par les pays du pacte andin, Colombie, Venezuela, Pérou, Bolivie et Equateur, ce dernier pays se montrant peu empressé de s'engager dans pareille aventure. De même, le Costa Rica et Panama préfèrent se tenir à l'écart d'une opération où seuls le Guatemala et le Honduras voient un intérêt très direct. C'est ce qui a poussé le Honduras à signer un traité de paix avec le Salvador, dix ans après la « guerre du football ». Ainsi pourra être ravivé l'accord d'assistance mutuelle sur le plan militaire entre les deux pays voisins.

Par ailleurs, les livraisons d'armes à la junte se sont accélérées. Les ventes d'armes de Washington pour la région sont passées de 3 millions de dollars en 1979, à 15 millions en 1980 et devraient atteindre 23 millions en 1981. La France, quant à elle, a vendu au Salvador des avions *Fouga-Magister* et des hélicoptères *Alouette* qui ont été engagés fin octobre dans l'opération massive de Morazan.

La présence des conseillers US s'est aussi renforcée. Le dirigeant démocrate-chrétien Hector Dada a reconnu que trente-six d'entre eux étaient à pied d'œuvre. Début octobre, le quotidien mexicain *El Dia* révélait que le principal conseiller de la junte pour la prétendue réforme agraire n'était autre qu'un certain R. Prosterman, agent de la CIA, qui, dans les années 1960, était au Vietnam responsable de l'installation des paysans dans les fameux « villages stratégiques ». L'entraînement de centaines d'officiers salvadoriens dans l'école militaire de la zone américaine du canal de Panama a même été dénoncé officiellement dans ce pays.

Sans aucun doute, Reagan, dans ce domaine au moins, fera œuvre de continuité. L'impérialisme US reste partagé entre la volonté d'éviter à tout prix une nouvelle victoire révolutionnaire en Amérique centrale, qui embraserait la région tout entière, et le risque de s'engager dans une opération militaire qui ne serait pas, même au prix de centaines de milliers de morts, assurée d'emporter rapidement la décision. Et là encore, renouant avec la tradition héroïque de Sandino et de Farabundo Martí, l'Amérique centrale s'embraserait dans la lutte contre l'impérialisme US. Faire échec aux menées impérialistes dans la région devient une tâche de plus en plus urgente pour la solidarité internationale. □

5 novembre 1980

(1) : ORDEN : Organización Democrática Nacionalista.

Les prisonniers du Block H ne doivent pas mourir !

Les prisonniers politiques irlandais détenus au Block H de Long Kesh ont décidé de commencer une grève de la faim totale le 27 octobre dernier. Selon le gouvernement britannique, les prisonniers politiques irlandais ne seraient que des détenus de droit commun qui porteraient seuls la responsabilité des souffrances qu'ils subissent. Geoff Bell nous explique pourquoi ces prisonniers méritent notre soutien sans restriction. Cet article est repris de l'hebdomadaire marxiste révolutionnaire britannique *Socialist Challenge* du 23 octobre 1980.

La première question qui vient à l'esprit devant cette grève de la faim, c'est : qu'est-ce qui peut pousser près de 400 personnes à entreprendre une telle action ? Selon la version la plus répandue dans la presse britannique, ce serait la direction du mouvement *Provisional Republican* qui aurait donné l'ordre d'entamer la grève de la faim. Mais c'est bien loin d'être le cas.

Au contraire, comme l'a annoncé l'*Irish Times* du 11 octobre dernier, les *provisionals* du *Sinn Fein* étaient opposés à la grève de la faim et un porte-parole du *Provisional Sinn Fein* (1) déclarait : « Nous avons essayé, avec un certain succès, de les dissuader d'entreprendre une telle action. Mais nous nous sentons totalement incapables de les influencer et nous avons tout essayé pour qu'ils arrêtent cette action. Mais, après tout ce qu'ils ont subi, ils n'ont plus d'autre choix, c'est là leur dernière arme : la grève de la faim jusqu'à la mort. »

« Tout ce qu'ils ont subi » : voilà l'explication. L'histoire commence en 1972. C'est à cette époque que le gouvernement tory (conservateur) a reconnu la spécificité des peines d'emprisonnement pour ces prisonniers dont les « crimes » étaient liés à la situation politique en Irlande du Nord ; il leur avait accordé un « statut spécial » : ils étaient autorisés à porter leurs vêtements personnels, à se rencontrer librement et à organiser leurs propres loisirs et des cours d'éducation. Pourquoi les *tories* ont-ils accordé ce « statut spécial » ? D'abord ils n'ont fait cette concession que parce que les prisonniers républicains de la prison de Crumlin Road avaient commencé une grève de la faim et que cette action avait été accompagnée de nombreuses et violentes actions de rue qui traduisaient la solidarité de la population et un large soutien aux revendications des pri-

sonniers. Mais le « statut spécial » — accordé à la fois aux loyalistes (2) et aux républicains — avait un autre but.

Quels que soient les « crimes » pour lesquels les prisonniers républicains sont détenus — attaques à main armée, affrontements violents dans la rue ou même soutien politique à des actions auxquelles ils n'ont pas participé —, tous ces « crimes » sont liés à la situation politique en Irlande du Nord depuis la campagne pour les droits civiques de 1968. Une enquête effectuée en 1975 et publiée dans *New Society* du 6 mai 1975 soulignait le caractère exceptionnel des détenus désignés comme « terroristes ». En effet, à cette époque, le gouvernement britannique avait adopté une nouvelle attitude, à savoir que les détenus qui bénéficiaient du « statut spécial » pourraient désormais être traités comme des « criminels ordinaires ». Or *New Society* faisait le commentaire suivant : « Une enquête sur les antécédents et les activités des 467 détenus, condamnés pour actions terroristes au cours des six premiers mois de l'année 1975, alimente les doutes existants sur la justesse de l'attitude officielle. »

L'enquête était très détaillée. Ainsi, elle montrait que la majorité des détenus catholiques n'avait jamais eu, auparavant, à faire avec la justice ; que la majorité de ces détenus travaillaient avant leur arrestation ; que 83 % d'entre eux avaient moins de 25 ans (alors que, pour la même période, en Angleterre et au Pays de Galles, 50 % des détenus de droit commun avaient moins de 25 ans). En d'autres termes, non seulement les « crimes » dont étaient accusés les détenus bénéficiant du « statut spécial » étaient de nature différente, mais de plus le type de personnes accusées était différent. Et, comme le disait un travailleur social cité par *New Society* : « S'il n'y

avait pas eu de troubles politiques, ces jeunes n'auraient jamais eu à faire avec la justice. » Reconnaître la justesse de ces commentaires, fondés sur des données statistiques et prenant en considération les conditions politiques existantes, permet de comprendre pourquoi le « statut spécial » avait été accordé.

ONT-ILS COMMIS DES « CRIMES ORDINAIRES » ?

En 1975, le gouvernement travailliste annonça donc que le « statut spécial » serait aboli à la fin de l'année ; que tous ceux qui étaient désignés comme « terroristes » — tous ceux qui se déclaraient « prisonniers politiques » — seraient traités à partir du 1er mars comme des détenus de droit commun. Ainsi, si un jeune au cours d'un affrontement le 29 février 1976, avait lancé un pavé sur un soldat britannique et était arrêté, il pouvait bénéficier du « statut spécial ». Par contre, si le pavé était lancé le 1er mars, ce même jeune serait jugé comme droit commun.

Il n'est pas besoin d'insister ici sur les raisons du changement d'attitude. Il suffit de dire que cette nouvelle réglementation était une des conséquences du tournant de la politique gouvernementale. L'objectif était alors de « dépolitiser » la question irlandaise. Il fallait donc faire croire que le seul problème qui se posait était celui des « terroristes » ; que la responsabilité de la Grande-Bretagne se limitait à écraser les « terroristes » ; qu'il ne s'agissait pas de gens dont les actions répondaient à des mobiles politiques mais de simples criminels qui devaient être traités comme tels.

Cela a coïncidé avec l'arrêt par le gouvernement britannique de la recherche d'une solution négociée entre toutes les parties concernées. Le gouvernement tentait donc de faire

(1) *Sinn Fein* : branche politique du mouvement républicain irlandais dont la branche militaire est constituée par l'IRA. Le *Sinn Fein* est divisé en deux fractions, les « officiels » et les « provisionals », plus radicaux.

(2) Loyaliste : partisan du rattachement des six comtés de l'Irlande du Nord à la Grande-Bretagne.

croire que la question irlandaise se réduisait au problème des «terroristes» alors qu'il ne s'agit là que d'une de ses conséquences. Pourtant, tout au long des années soixante-dix, les actions du gouvernement britannique ont été en contradiction avec cette thèse. En effet, il a promulgué des lois d'exception qui justement traitaient les «terroristes» et ceux qui étaient poursuivis pour des délits «politiques» différemment des personnes qui tombaient sous le coup des lois «normales» en vigueur.

Les aspects les plus significatifs de cette législation d'exception sont contenus dans l'*Emergency Provisions Act (EPA)* de 1973, révisé en 1978, et dans les *Prevention of Terrorism Acts (PTA)* de 1974 et 1976. L'EPA traitait en particulier des «terrorist offences» (crimes terroristes). Que signifie donc ce terme ? Le PTA donne la réponse en définissant le terme «terrorisme» comme une «violence à but politique». Ainsi, la législation gouvernementale elle-même reconnaît que les «terroristes» ont commis des «crimes» de nature politique. Les différents éléments de l'EPA et du PTA insistent sur ce fait. L'EPA met un certain nombre de restrictions, qui n'existent pas dans la législation pénale ordinaire, aux droits des accusés.

En pratique, toute personne arrêtée selon la section 11 de l'EPA est privée de tout contact avec l'extérieur pendant 72 heures. Elle n'a pas le droit, comme c'est normalement

le cas, de voir un avocat ou un médecin. Elle n'a pas le droit de recevoir de vêtements ou de cigarettes. De plus, la section 12 donne la possibilité de prolonger la garde-à-vue de 48 heures puis de 5 jours.

En outre, si une personne est accusée de «crime terroriste» tels qu'ils sont définis dans l'EPA, seul un juge de la Haute Cour est habilité à lui accorder la libération sous caution et, dans tous les cas, celle-ci est assortie de conditions contraignantes. De plus, la Couronne (l'accusation publique) peut influencer le juge. Par exemple, si la police pense que l'accusé est membre de l'IRA (*Irish Republican Army*), elle n'est pas obligée de fournir des preuves. Il existe de nombreux cas où une personne a été gardée en détention préventive pendant 18 mois pour voir ensuite toutes les accusations portées contre elle abandonnées.

En fait, il s'agit souvent de détention sans jugement. Si l'accusé est finalement présenté à la justice, c'est une incroyable série de procédures qui sont appliquées. Premièrement, les procès peuvent avoir lieu sans jury et la cour peut être constituée d'un seul juge. Deuxièmement, dans les cas où une personne est accusée de détenir des armes ou des explosifs, c'est elle qui doit faire preuve de son innocence alors que normalement c'est l'accusation publique qui doit prouver les accusations qu'elle porte. Troisièmement, quand les accusations reposent entièrement ou par-

tiellement sur des aveux, ces aveux ne seront jugés irrecevables que si l'accusé peut fournir la preuve qu'ils lui ont été extorqués sous la torture. Au contraire, la juridiction normale prévoit la nullité de toute confession faite par une personne qui a été soumise à des menaces ou à des pressions quelles qu'elles soient. Ces procédures ont abouti à un beaucoup plus grand nombre de condamnations que lorsque la procédure normale est appliquée. Une forte proportion des condamnations ont été établies sur la base de «confessions». Selon les chiffres officiels, 94 % des cas jugés par les *Diplock Courts* ont abouti à des condamnations et 90 % des condamnations s'appuient sur des «confessions».

Donc à partir du moment où ils sont arrêtés jusqu'au moment où ils sont jugés, ces suspects sont traités différemment des «criminels ordinaires». Comme l'a montré le rapport d'*Amnesty International* de 1978 sur les brutalités policières en Irlande du Nord, ces procédures ont limité les droits des suspects détenus pour des «crimes terroristes». *Amnesty* critique sévèrement les méthodes utilisées pour obtenir les «aveux» et conclut : «Les mauvais traitements que fait subir le RUC (3) aux personnes sus-

(3) RUC : Royal Ulster Constabulary, troupes policières supplétives levées par l'administration de l'Irlande du Nord et dont les brutalités sont légendaires.



pectées de terrorisme ont été suffisamment fréquents pour justifier la mise sur pied d'une commission d'enquête publique. » Bien que le gouvernement travailliste de l'époque ait refusé une enquête publique, une enquête administrative a été menée en secret dont les résultats ont été diffusés de façon très restreinte. Les conclusions de cette enquête (le rapport Bennett) portaient des accusations formelles contre la police.

La conclusion générale de ce rapport était la suivante : « Les sévices subis durant la période de détention

dans les locaux de la police ont été infligés par une personne autre que le(s) prisonnier(s). » Naturellement, des preuves ont déjà été données que des « criminels ordinaires » en Grande-Bretagne avaient été maltraités, mais cela ne s'est jamais produit systématiquement comme le montrent Bennett et Amnesty dans le cas de l'Irlande du Nord. Le fait est que, depuis 1976, le seul moment où les personnes accusées de « terrorisme » sont traitées comme des « criminels ordinaires », c'est quand elles sont finalement envoyées en prison.

nouvelle règle imposée, les matons loyalistes ont été chargés de vider les pots de chambre que les prisonniers devaient utiliser. Ils les laissaient expirer débordant. Face à cette provocation, les prisonniers refusèrent toute coopération.

Enfin, il y a un aspect des souffrances des prisonniers dont ils ne peuvent être tenus eux-mêmes responsables : les passages à tabac. Il est vrai que seuls les prisonniers en ont donné les preuves mais comment pourrait-il en être autrement tant que les autorités de la prison refuseront toute inspection par des personnes extérieures dans les Block H ?

Voici ce qui n'est que l'une des très nombreuses histoires qui sont racontées par les prisonniers. Elle a été transmise clandestinement hors du Block H en septembre 1979 et se rapporte aux « changements d'ailes ».

LES PRISONNIERS POLITIQUES S'INFLIGENT-ILS EUX-MEMES DES MAUVAIS TRAITEMENTS ?

Quand, le 1er mars 1976, le gouvernement britannique décida arbitrairement d'abolir le « statut spécial » pour les prisonniers politiques, nombreux furent ceux qui refusèrent les nouveaux règlements.

Le premier d'entre eux fut Ciaran Nugent. Quand il arriva à Long Kesh (Maze) (4), il refusa de porter l'uniforme. Nugent avait été condamné pour s'être emparé d'une camionnette. Il jura « qu'ils devraient lui clouer l'uniforme sur le dos » si on tentait de le lui imposer. Au 1er août 1978, plus de 300 prisonniers s'était joint à Nugent dans ce refus. Voici comment le cardinal Tomas O'Fiaich, primat d'Irlande, décrit les conditions dans lesquelles survivent les prisonniers détenus au Block H de Long Kesh :

« J'ai passé toute la journée de dimanche à la prison et je suis choqué par les conditions de vie inhumaines qui existent dans les sections 3, 4 et 5 du Block H où plus de 300 prisonniers sont détenus. On ne laisserait même pas un animal dans de telles conditions, alors un être humain... »

« La seule comparaison qui me vient à l'esprit, ce sont les bidonvilles de Calcutta où j'ai vu des centaines de personnes déracinées. »

« La saleté et la puanteur de certaines cellules, avec des restes de nourriture pourris et des excréments humains sur les murs, étaient insupportables. Deux prisonniers que j'ai rencontrés, ne parlaient pas par peur de vomir. »

« Les cellules n'ont ni lit, ni table, ni chaise. Les prisonniers dorment sur des matelas à même le sol et dans certains cas j'ai remarqué que ces matelas étaient mouillés. Ils n'ont rien pour se couvrir si ce n'est une serviette ou une couverture. Ils n'ont ni livres, ni journaux ; rien à lire sauf la Bible ; rien pour écrire ; pas de télévision ni de radio ; rien pour se distraire ou pour faire des objets artisanaux ; aucun exercice, aucune sortie.

« Ils sont enfermés dans leurs cellules presque toute la journée et certains prisonniers vivent dans ces conditions depuis plus d'un an et demi. »

« Le refus de porter l'uniforme de la prison et de travailler ne devrait pas entraîner la privation de tout exercice physique, de tout contact avec les autres prisonniers ou avec le monde extérieur. »

« Il s'agit là de besoins humains élémentaires pour la santé aussi bien physique que mentale. »

« La dignité de chaque prisonnier devrait être respectée indépendamment de ses croyances, de sa couleur et de ses opinions politiques, et même indépendamment du crime dont il est accusé. »

« Plusieurs prisonniers se sont plaints des coups qu'ils reçoivent, des insultes et des punitions supplémentaires quand ils protestent, des fouilles humiliantes qu'on leur fait subir nus et jusque dans les parties les plus intimes de leur corps (...). »

Ce que dit le cardinal O'Fiaich suffit à réfuter les allégations selon lesquelles les prisonniers s'infligent eux-mêmes ces conditions comme le prétend le gouvernement britannique. En fait, ce sont des punitions que leur imposent les autorités de la prison face à leur refus de porter l'uniforme. Ce ne sont pas non plus les prisonniers qui ont choisi de se priver de lit, de table et de chaise. Ces objets leur ont aussi été supprimés comme punition.

Quant à l'autre aspect de leurs conditions de vie, on pourrait prétendre que personne n'empêche les prisonniers de se laver et de nettoyer leur cellule. Mais là encore le problème n'est pas aussi simple que cela.

En fait, en 1978, une nouvelle disposition fut introduite dans le règlement de la prison : les prisonniers n'avaient plus le droit d'aller aux toilettes s'ils ne portaient pas l'uniforme de la prison. Ainsi, une fois cette

PASSAGE A TABAC

Un homme à la fois était extrait de sa cellule et les matons l'embarquaient de l'aile B jusqu'au Cercle (le centre administratif du Block H). Chaque homme était tiré par la barbe et les cheveux ; ensuite, une fouille de détail était faite, sa bouche et ses oreilles inspectées à l'aide d'une lampe-torche. On lui écartait ensuite les jambes au-dessus du miroir habituel placé par terre. Là il était encore frappé par six gardiens armés de gourdins, parfois jusqu'à ce qu'il tombe. Chacune des victimes était alors soumise à la fouille la plus obscène qui soit : pendant qu'une lampe-torche était allumée, on lui introduisait dans l'anus un fin détecteur de métal ou tout autre instrument de fouille. Ces autres instruments pouvaient être un crayon voire le doigt, ganté ou non, des gardiens. Quand la fouille au corps était terminée, chaque homme était emmené vers l'aile C au milieu d'une escouade de douze gardiens qui le boxaient sur la tête ou lui frappaient le dos et les épaules avec des matraques. Celui qui tombait était frappé à coups de pied et tiré par les cheveux ou le sexe jusqu'à sa nouvelle cellule. Tous ceux qui étaient concernés par ce changement d'aile subissaient le même traitement et étaient frappés.

C'est le 27 octobre 1980 que les prisonniers ont décidé d'entamer leur grève de la faim, en expliquant qu'ils ne pouvaient plus supporter ce genre de traitements (*).

(4) Maze : la prison de Maze à Long Kesh est couramment appelée seulement Long Kesh.

Télégrammes de protestation à adresser : Ambassade de Grande-Bretagne, 35, du Faubourg-Saint-Honoré, 75008

Les procès des animateurs de la revue *Poïski*

La vague de répression en URSS, que l'on avait appelée « pré-olympique » se poursuit plusieurs mois après la clôture des Jeux de Moscou. Plusieurs condamnations récentes et plusieurs procès imminents témoignent de la volonté des autorités du Kremlin de réduire à un silence prolongé tout individu ou mouvement qui prétend défendre les droits démocratiques en URSS.

A la fin septembre, Viatcheslav Bakhmine, l'un des fondateurs de la Commission de travail sur l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, était condamné à 3 ans ferme de camp. A la même date, Lev Regelson, accusé d'agitation antisoviétique, était condamné à 5 ans de camp avec sursis. Lev Regelson a bénéficié de ce sursis après avoir reconnu ses « erreurs » et s'être repenti d'avoir « porté préjudice au prestige international de l'URSS ».

D'autre part, on attend l'ouverture imminente du procès des quatre rédacteurs de la revue *Poïski*, Valéri Abramkine, Vladimir Sorokine, Iouri Grimm et Victor Sokirko. Abramkine, Grimm et Sokirko sont détenus depuis 10 mois à la prison de la Boutyrka à Moscou et

sont tous trois inculpés de « diffusion de propos et d'écrits mensongers et diffamatoires pour l'Etat et le système social soviétiques ». Iouri Grimm est un membre actif du syndicat libre SMOT. On a appris ultérieurement que Victor Sokirko a été remis en liberté provisoire après s'être déclaré prêt à reconnaître ses « erreurs ». Il semble qu'il ait déclaré cela après un très sérieux passage à tabac.

Les autorités soviétiques veulent avec ce procès faire taire une revue qui s'était affirmée comme un lieu de débat pluraliste, comme un instrument d'analyse sérieux. Il est d'ailleurs significatif à cet égard que les autorités judiciaires aient demandé à des historiens officiels un rapport d'expertise dénonçant les « falsifications » que contiendraient les articles de *Poïski*.

Nous publions ci-dessous un article qui présente *Poïski*, repris du bulletin de l'Association des amis de *Poïski**, créée à Paris pour défendre les rédacteurs emprisonnés et aider à la poursuite de la publication de la revue en URSS.

Poïsky : une revue de dialogue et d'analyse

Poïski, revue *samizdat* non soumise à la censure, a été fondée début 1978 à l'initiative de Piotr Abovine Eguidés à Moscou. La parution des quatre premiers numéros s'est échelonnée de façon régulière au cours de l'année 1978 jusqu'au numéro 5, paru incomplet en février 1979, après la saisie des premiers exemplaires. C'est dans un contexte des plus difficiles que les rédacteurs de *Poïski* ont tenté cette expérience : il s'agit là de la première tentative dans l'histoire du *samizdat* de création d'une revue « conséquente » — chaque numéro comprend en moyenne 300 pages. Les fondateurs de *Poïski*, qui soulignent le caractère légal de leur revue — aucun texte officiel ne soumet la publication d'une revue manuscrite à l'autorisation préalable des autorités ; de plus, le nom et les adresses des membres du comité de rédaction ont été rendus publics — doivent cependant faire face à des organes de sécurité de plus en plus zélés. L'année 1979 voit le plus grand nombre de perquisitions au cours desquelles sont confisqués brouillons,

manuscrits, machines à écrire, colle, feuilles vierges, etc. ; après la saisie du numéro 5, des menaces, qui seront mises à exécution, sont prononcées à l'encontre de l'un des rédacteurs, Valéri Abramkine, véritable otage du numéro 6, en cas de parution.

Ces conditions, exigeant pour la préparation de chaque numéro un temps démesuré et des trésors d'ingéniosité, expliquent que le nombre d'exemplaires dactylographiés (!) soit très réduit (quelques dizaines circulent sous le manteau. On dispose parfois, pour des raisons de sécurité et de temps, d'une seule nuit pour lire un numéro) et que, après les perquisitions et les menaces faites à la suite du numéro 5 et finalement l'arrestation de Valéri Abramkine, le comité de rédaction ait choisi de sortir en même temps (décembre 1979) les numéros 6, 7 et 8.

Ces huit numéros parus jusqu'ici sont l'expression de la volonté de quelques hommes et femmes, qui, au risque de perdre leurs moyens d'existence et leur liberté, ont réussi à pré-

senter quelque 3 000 pages de débats et de réflexions, où le caviardage et la censure n'ont pas laissé d'empreinte.

INVITATION AU DIALOGUE

Traduit en français, *Poïski* signifie « Recherches ». Dès le premier numéro, les fondateurs de *Poïski* exposent leur credo dans un appel, appel au dialogue, appel au débat, considéré comme *unique moyen au-*

* Association des amis de *Poïski* :
Michel Bouvet, 59, rue du
Faubourg-du-Temple, 75010 Paris.

Aide matérielle :
Poïski Recherches, Compte
50831 495, Société Générale,
Agence 04043, 64 rue Boussicaut,
92260 Fontenay-aux-Roses.

Adresse de Piotr Markovitch Abovine
Eguidés (membre fondateur de
Poïski) :
Mozartstrasse 23, Pension Westfalia,
8 000 München 2, Allemagne fédérale.

jour d'hui de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent la société aussi bien que la dissidence. L'invitation au dialogue est large, elle concerne tous ceux qui sont parvenus à la conscience de sa nécessité vitale (et exclut les courants staliniens et chauvins).

Cependant, il est clair que ce ne sont pas des « a priori humanistes » qui déterminent cette orientation mais une sorte de mise au pied du mur par l'histoire. En effet, ce projet a pour base une analyse de la période qui a suivi la mort de Staline, période d'espoirs et de désillusions, riche d'enseignements, et pour origine un bilan critique du pouvoir et du mouvement dissident après le XXe Congrès. Ce bilan fait le point sur les limites de ce qui peut être accordé par le pouvoir — en témoigne le retour en arrière amorcé en 1968 — et sur les carences de l'opposition qui n'a pas su exploiter les possibilités offertes. A l'évidence, tout mouvement démocratique, tentant de façon légale d'approfondir et d'élargir les timides changements du pouvoir, n'a pas sa place. Mais, bien que bénéficiant de cette expérience, la situation reste sombre ; reste à se débarrasser de l'héritage du stalinisme, dans lequel tous semblent englués. A cet égard le but de *Poïski* est clair : éditer une revue n'est pas un but en soi ; celle-ci est au contraire considérée comme un point de départ, un instrument (comme un autre) pour se libérer de cet héritage. Et ceci sur deux plans. Tout d'abord au niveau de la dissidence, il s'agit de dépasser les comportements hérités du « passé » — c'est-à-dire de cette méfiance mutuelle due au monopole politique — mais surtout de vaincre l'isolement et la désunion de tous les courants du mouvement démocratique. *Poïski* veut être un moyen de surmonter les impasses morales et les blocages politiques — ce que l'on pourrait caractériser de peur historique, c'est-à-dire de peur du pire ou du retour au passé. Il s'agit donc en second lieu de trouver une alternative à cette situation qui semble sans issue, avec la volonté évidente d'aller au-delà des stéréotypes accommodants (que ce soit ceux qui refusent tout en bloc depuis Octobre 1917 ou ceux qui restent dans le cadre du régime, et pour qui chaque « défaut » du système a valeur d'exception, à corriger en tant que telle). Cela doit être également une voie pour résoudre l'inadéquation qu'il peut y avoir entre la critique de la situation et le manque de forces capables d'assumer, de prendre en charge ou même de proposer une alternative.

C'est donc sur cette base que les fondateurs de *Poïski* considèrent que seul le dialogue, c'est-à-dire des débats menant à une élaboration com-

mune des diverses tendances démocratiques, peut permettre d'atteindre ce but. C'est ainsi que s'exprime le pluralisme de la revue : les cadres de l'appel sont très larges mais ses auteurs avouent avoir en vue de dépasser les défauts du mouvement dissident afin de définir un programme plus élaboré ; un programme qui concerne l'avenir de la dissidence aussi bien que celui de l'URSS (les auteurs ont toujours refusé de séparer le destin du mouvement démocratique de celui de leur pays) ; ils refusent également à l'URSS le droit de prétendre à la voie unique et de décider au nom des autres peuples.

C'est justement cette orientation qui fait l'importance et l'originalité de la revue *Poïski*, car ces principes, ce pluralisme, se sont traduits concrètement. En premier lieu au niveau de la composition et du fonctionnement du comité de rédaction, traduisant la volonté de représenter chaque tendance (du courant marxiste au courant libéral et religieux) et ayant réussi néanmoins à assumer jusqu'ici la parution de huit numéros (auparavant chaque courant de la dissidence avait tendance à travailler chacun de son côté). Font partie de ce comité de rédaction : Piotr Markovitch Abovine Eguidès, Valéri Abramkine, Vladimir Guerchouni, Iouri Grimm, Raïssa Borissovna Lert, Gleb Pavlovski, Victor Sokirko.

Cette diversité se retrouve aussi au niveau des collaborateurs réguliers et des auteurs de la revue, où dominent également les courants socialistes démocratiques de gauche (dont les plus connus sont Guefter, Kopelev, Pomerantz...).

Le contenu de *Poïski* présente les mêmes caractéristiques essentielles et novatrices : il offre surtout aux lecteurs des textes d'analyse politique, sociale et économique d'une grande diversité et richesse, qui peuvent susciter un intérêt plus général et donc aider à ne pas se couper d'éventuels lecteurs, non engagés dans le mouvement démocratique (jusqu'ici l'avant-scène est occupée par le mouvement de défense des droits de l'homme, en tant que tels, dont les parutions prennent d'avantage la forme de chroniques de la répression).

DES RUBRIQUES

Voici à titre d'aperçu quelques rubriques que l'on trouve dans *Poïski* (qui bien sûr évoluent au fur et à mesure des recherches) :

— *Perekriostok*, (« Carrefour ») avant tout véritable forum traduisant la volonté de s'intégrer aux discussions internationales, la volonté de débattre (par exemple, dès le numéro un, elle comprend différents articles autour du livre de

Santiago Carrillo *l'Eurocommunisme et l'Etat*).

— *Somnienie*, (« Interrogations ») analyse de la dissidence et de ses forces.

— *Soprotivlenie*, (« Résistance »)... dans tous les domaines : comptes rendus de procès, article de Raïssa Lert sur le rôle des « vieux » qui ont une mémoire historique à transmettre aux jeunes, afin de combattre la falsification officielle ; une « lettre ouverte à Roy Medvedev » de Abovine Eguidès.

— *Vremia v pismakh*, regroupant des lettres de prisonniers de camps.

— *Teoria i jizn'*, (« Théorie et pratique »)... et enfin la rubrique économique et le courrier des lecteurs publié sans commentaires, deux rubriques apparues au bout de quelques mois.

Les rubriques littéraires quant à elles regroupent des poèmes, des nouvelles, des extraits de romans, des mémoires, des témoignages... (dont les auteurs les plus connus sont Voznessenskaïa, Dombrovski, Voinovitch, Vladimov...), l'une d'elles est exclusivement consacrée aux œuvres d'auteurs en prison, en camp ou en hôpital psychiatrique.

LA REPRESSION

Dans la réalité, *Poïski* est donc devenue ce lieu de débats et de dialogue qu'elle voulait instaurer, elle est apparue comme une tentative unique pour consolider les forces démocratiques de la dissidence, a fait un pas décisif pour rompre leur isolement et les placer sur la voie de l'unité d'action pour dépasser le « retard » que la dissidence soviétique peut avoir, par rapport aux autres pays de l'Est par exemple. Ceci est une œuvre de longue haleine.

Malheureusement, ce que ses promoteurs considéraient jusque là uniquement comme un point de départ, l'adoption d'une démarche nécessaire pour aboutir à une alternative concrète, un programme plus élaboré, bref ce projet qui a déjà porté des fruits, se trouve aujourd'hui en suspens. La répression sans précédent qui a frappé *Poïski* est directement la cause. Mais il est nécessaire de comprendre que cette mise en suspens s'est pas une capitulation face à la répression ; les rédacteurs refusent de se situer sur le terrain où veut les placer le pouvoir. L'arrêt de *Poïski* signifie avant tout un temps de pause nécessaire pour reconcentrer ses forces, pour se consacrer à la défense de ses quatre rédacteurs emprisonnés et sans doute aussi pour trouver d'autres formes de travail, plus adaptées au problème de la répression. □

La chronique d'octobre des événements ouvriers

Jacqueline ALLIO

« D'une certaine manière, c'est comme si on avait deux partis en présence » affirme un ouvrier de l'aciérie Huta Lenina de Cracovie au cours d'une discussion avec des délégués de cette entreprise. *« D'un côté, le POUP — ou plutôt sa direction —, et de l'autre, nous, c'est-à-dire tout le monde ou presque... »*

Sont-ils sept, huit ou neuf millions de travailleurs — sur les douze qu'en compte le pays — à se reconnaître dans le nouveau syndicat indépendant ? Nul ne peut le dire précisément puisque tant que « Solidarité » n'est pas définitivement légalisé, il est impossible de connaître le nombre exact d'adhérents. Ce qui est certain, c'est que ce mouvement — né il y a deux mois à peine à la suite de la victoire remportée par les ouvriers des chantiers navals de Gdansk soutenus par les grèves de solidarité de plus de deux millions de travailleurs de tout le pays durant les derniers jours du conflit — ne cesse de s'étendre et de s'enraciner. Il y a tout lieu de penser qu'il regroupe effectivement à l'heure qu'il est dans ses rangs plus des trois quarts des salariés polonais.

Ce qui est sûr également, c'est que tous les secteurs de l'économie et de la production sont maintenant représentés dans « Solidarité » et que la bureaucratie n'a pas pu empêcher les travailleurs, sur lesquels son appareil avait le plus directement prise (ceux des administrations, des postes, des banques, etc.), de se rallier au mouvement.

Les non-salariés ne sont pas en reste. Lors des réunions hebdomadaires de la Commission nationale de coordination de « Solidarité », on

peut être certain de toujours rencontrer des observateurs de « Solidarité paysanne », que les autorités ont refusé de reconnaître officiellement jusque-là, du « Nouveau Syndicat des étudiants » dont les comités locaux se sont constitués en fédération nationale, ou des chauffeurs de taxis qui ont pris une part active à la grève du mois d'août dans de nombreuses villes et qui cherchent à s'organiser au niveau national.

Le caractère de masse de ce mouvement est attesté par l'ampleur qu'ont pris les rassemblements organisés à l'occasion de la tournée de Lech Walesa dans le sud du pays à la mi-octobre. A Cracovie comme à Katowice ou à Czystochowa, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui ont assisté aux meetings qui se sont tenus dans des stades, souvent sous une pluie battante, et où les dirigeants du mouvement, inlassablement, répondaient aux questions écrites que leur adressait l'assistance (il y en eût 1247 à Cracovie !).

Partout, la soif d'informations le dispute à la soif de raconter, de dire ce qui, depuis deux mois, a changé. *« On se parle, ce qui n'est plus comme avant »* affirment les travailleurs. Ce constat des changements intervenus dans les rapports entre les gens se double d'une volonté que cela dure. *« Il faut tenir, cette fois-ci, il faut qu'on y arrive, il faut "les" empêcher d'intervenir »* entend-t-on à tout moment dans les discussions. Et les déclarations réitérées de tous, ou presque tous, sur la nature apolitique du syndicat ne sauraient masquer la dynamique de contre-pouvoir du mouvement qui s'est mis en marche, dont cet ouvrier de Cracovie rend bien compte lorsqu'il évoque *« les deux partis en présence »*.

Face à la vague de fond que re-

présente ce mouvement, la situation des bureaucrates du POUP semble de jour en jour plus difficile. Parmi tous ceux qui s'accordent à constater une érosion graduelle de son pouvoir et de sa capacité à contrôler la situation, les militants du POUP actifs dans « Solidarité » sont souvent les plus virulents dans les critiques qu'ils adressent à la direction de leur parti.

LE POUP : UNE TÊTE SANS CORPS

« En temps normal, les réunions de cellule n'ont déjà lieu qu'une fois par mois, ce qui est de toute façon incroyable pour une cellule d'entreprise d'un parti qui prétend diriger le pays » déclare un membre du présidium (exécutif) d'un MKZ local, l'un des dirigeants les plus actifs du syndicat sur sa ville. *« Mais depuis quelque temps, elles ont carrément été annulées parce que personne n'y venait plus. C'est normal, car il y a énormément de travailleurs qui sont comme moi. Pour ma part, je suis au parti depuis plusieurs années et j'entends bien y rester, mais je pense qu'il faut commencer par vider tous ceux qui sont au gouvernement et qui sont responsables de la situation actuelle. Il faut en finir avec cette direction élue par le haut et sur laquelle nous n'avons aucun contrôle. Il faut revenir à des principes de démocratie radicalement différents : limiter la période des mandats de ceux qu'on élit ; appliquer ce que Lénine disait sur les salaires des permanents qui ne doivent pas dépasser ceux des ouvriers ; faire que chacun puisse réellement élire ceux qu'il croit être les meilleurs délégués, et puisse être partie prenante des décisions. Si c'étaient des gens comme moi et mes copains qui*



De gauche à droite : Switon (expert, Katowice), Walesa (présidium, Gdansk), Jurszczyk (présidium, Szczecin), Masowicki (expert) et le garde du corps-secrétaire de Lech Walesa.

étaient au gouvernement, les choses ne se passeraient pas ainsi. » (Ses copains, ce ne sont pas des membres du parti mais les ouvriers du comité de fondation de son entreprise, l'une des plus grosses entreprises de la sidérurgie de la région). Et il ajoute : « A condition qu'on garde le contact avec la base, qu'on soit contrôlés. »

Sans doute cet ouvrier fait-il partie d'une minorité parmi les militants du parti, puisque non content de défendre les principes du marxisme — « C'est un marxisme totalement déformé qu'on nous enseigne ici » —, il prend la défense des militants du KOR attaqués dans la presse du parti pour leur « anti-socialisme » ainsi que celle des jeunes catholiques du KIK (Club de l'intelligentsia catholique) dont il constate qu'ils sont souvent parmi les plus combatifs dans le mouvement actuel.

Même si elles se traduisent par des positions beaucoup plus confuses, il ne fait aucun doute que les attitudes de défiance à l'égard de la direction qui s'expriment à la base du parti font écho aux propos de ce travailleur avancé. Cela ressortait, dès le mois d'août, des informations données dans *Solidarnosc*, alors bulletin du Comité de grève inter-entreprises de Gdansk. « A Pruszcz Gdanski, une partie des militants est passée du côté du MKS et se solidarise avec ses re-

vendications », affirmait une lettre du Comité départemental du parti, publiée dans le bulletin du 25 août faisant par ailleurs état des attaques systématiques dont les cadres du parti étaient l'objet lorsqu'ils tentaient de discuter avec les grévistes. L'impact du mouvement de grève sur toutes les couches de la société, y compris au sein du POUP, est attesté par les propos d'un membre du parti, s'adressant à l'Union des écrivains polonais au lendemain de la grève. Pour lui, « le socialisme doit appartenir à tous ». Parlant de la « structure hiérarchique et du caractère féodal du parti », il s'exclame : « Il faudrait vraiment que le parti soit capable de se doter des mécanismes internes de contrôle qui lui évitent de fonctionner selon la règle "Tous les cinq ans un congrès, tous les dix ans une catastrophe". »

C'est sur la base d'une appréciation analogue que les étudiants de l'Université de Varsovie, membres du parti, adressaient fin septembre une lettre au plénum du CC exigeant la convocation d'un congrès extraordinaire du parti.

Les bureaucrates seraient bien en peine de faire état d'une seule réunion de soutien à leur politique. Au lendemain du plénum du CC, ils ont organisé un certain nombre de « rencontres avec les travailleurs »

dans les grosses entreprises du pays sur le thème : « Le parti vient à vous, venez au parti ! », pour tenter de regagner quelque emprise sur leur base. Ils espéraient à l'évidence que les critiques se centrerait sur leurs prédécesseurs. Mais la parution des comptes rendus publiés dans *Trybuna Ludu*, le quotidien du parti, montre bien le rapport de forces existant.

« CES SYNDICATS SERONT CE QUE NOUS EN FERONS ! »

« Nous recevons le dirigeant du parti, très bien. Mais voyons d'abord comment fonctionne son "entreprise". Et si elle fonctionne mal, c'est qu'il n'est pas à sa place comme dirigeant » dit un ouvrier de l'aciérie Huta Warszawa, l'une des principales usines de la région de Varsovie.

« Les nouveaux syndicats indépendants ? Je suis plein d'optimisme » dit un troisième. « Les membres du parti en sont. Ce que ces syndicats deviendront, cela dépendra de l'aide que nous leur apporterons à défendre les travailleurs plutôt qu'à se dresser contre le socialisme. » Et ce qui, chez tous, revient sans cesse, c'est une aspiration à un fonctionnement véritablement démocratique, comme l'exprime cet ouvrier délégué à Gdansk par ses camarades du-

rant la grève, maintenant membre du comité de fondation « Solidarité » de la fonderie et qui se dit « *membre du parti avant toute chose* » : « *Aujourd'hui, l'ouvrier n'est plus ce qu'il a été. Il veut avoir l'assurance que le représentant du pouvoir est réellement le représentant de tous.* »

Lorsque Kania ou l'un de ses sbires insistait un peu trop sur les « *erreurs du passé* », il se trouvait toujours quelqu'un pour le remettre à sa place, comme cet ouvrier d'URSUS, l'usine de tracteurs qui avait été à la tête du mouvement de grève en 1976, qui demanda : « *Mais vous étiez pourtant là lorsque la direction a licencié nos copains après la grève. Je ne me rappelle pas vous avoir entendu dire quoi que ce soit...* »

Il n'est pas étonnant que lors de la réunion du plénum du CC des 4-5 octobre, les cadres des grosses boîtes se soient fait l'écho du mécontentement de la base.

Nul doute que les « *audaces* » de Kania, proposant lors du plénum que l'élection au Bureau politique se fasse désormais sur la base d'une liste ouverte, dont on puisse discuter les candidatures, et que ce dernier soit chargé de faire des rapports au plénum deux fois par an afin que le CC ait un minimum de contrôle sur ses activités, se voulaient une réponse à toutes les accusations d'absence de démocratie au sein du parti. C'était un peu maigre, et force lui aura été de reconnaître depuis qu'il n'a guère réussi à faire recette...

DES MANOEUVRES A LA PETITE SEMAINE

Naïfs, les bureaucrates ont d'abord pensé qu'une campagne contre la corruption, bien orchestrée dans les mass media, parviendrait peut-être à détourner les travailleurs de leurs exigences fondamentales, celle de la reconnaissance légale de « Solidarité » en premier lieu.

Si des illusions sur les changements de personnes existaient encore chez beaucoup d'ouvriers au moment de la venue de Gierek au pouvoir il y a dix ans, il n'en est plus de même aujourd'hui. Lorsque Rakowski, le directeur de *Polityka* — hebdomadaire officieux du parti —, tenu pour libéral, apparaît sur le petit écran à la veille de la grève d'avertissement du 3 octobre pour mettre les travailleurs en garde contre le risque de pertes économiques tout en « *donnant raison à ceux qui critiquent le parti, à ceux qui disent que les dirigeants du parti devraient être les esclaves et non les patrons de la nation* », on entend des réflexions du genre : « *C'est tout ce qu'ils ont à nous envoyer...* » Ou bien : « *Ils font donner les clowns !* »

Une lettre ouverte des ouvriers

des chantiers de réparation de Gdansk adressée au président du Conseil d'Etat, Henryk Jablonski, en dit plus long que tout autre chose sur la manière désabusée dont les ouvriers considèrent les successions d'individus dans l'appareil du gouvernement et sur la dynamique profonde de leurs exigences : « *Ne vous contentez pas de nous désigner du doigt les Szczepanski, les Tyranski ou les Patyk* » dit notamment la lettre. « *Ce ne sont pas ces procès à grand spectacle qui vont affaiblir nos exigences, qui vont empêcher que nous tirions toutes les conclusions qui s'imposent en ce qui concerne des personnes beaucoup plus dangereuses. Car ce ne sont pas les voleurs qui ont conduit notre économie à la ruine, mais bien des gens qui ne savent pas diriger les affaires du pays et ce sont eux qui doivent être jugés selon la loi et en tenant compte de la situation actuelle.* »

En plusieurs endroits, les travailleurs sont d'ailleurs passés des paroles aux actes. C'est ainsi qu'à Walbrzych, à Zabkowice Slaska et dans d'autres localités de la région de Wroclaw, ils ont pris l'initiative d'organiser des assemblées pour instruire le procès du responsable local du parti. Lors de ces réunions massives ayant un caractère de « tribunal populaire », les débats ont très vite glissé des accusations pour malversations vers la mise en accusation de la politique du parti en général, et de sa politique économique en particulier.

Face à cela, le second type de manœuvres des bureaucrates, consistant à lancer des attaques systématiques contre les « *éléments anti-socialistes* » du mouvement dans la presse n'avait guère de chances de rencontrer un écho de masse parmi les travailleurs. Lorsque des articles attaquaient nominalement Kuron ainsi que d'autres membres du KOR : la riposte fut immédiate. Walesa, Valentynowicz et d'autres dirigeants de « Solidarité » prirent leur défense au cours de meetings de masse, suscitant des applaudissements enthousiastes lorsqu'ils déclaraient que « Solidarité » n'accepterait pas que les autorités s'en prennent à ceux qui s'étaient montrés les meilleurs et les seuls défenseurs des travailleurs réprimés depuis quatre ans, et ceci, sans considération des positions politiques des uns ou des autres.

Quant aux diatribes de Kowalczyk, ministre de l'Intérieur, accusant « Solidarité » de « *d'avoir reçu des fonds provenant de centrales de subversion et d'espionnage camouflées* », elles ne pouvaient que faire rire.

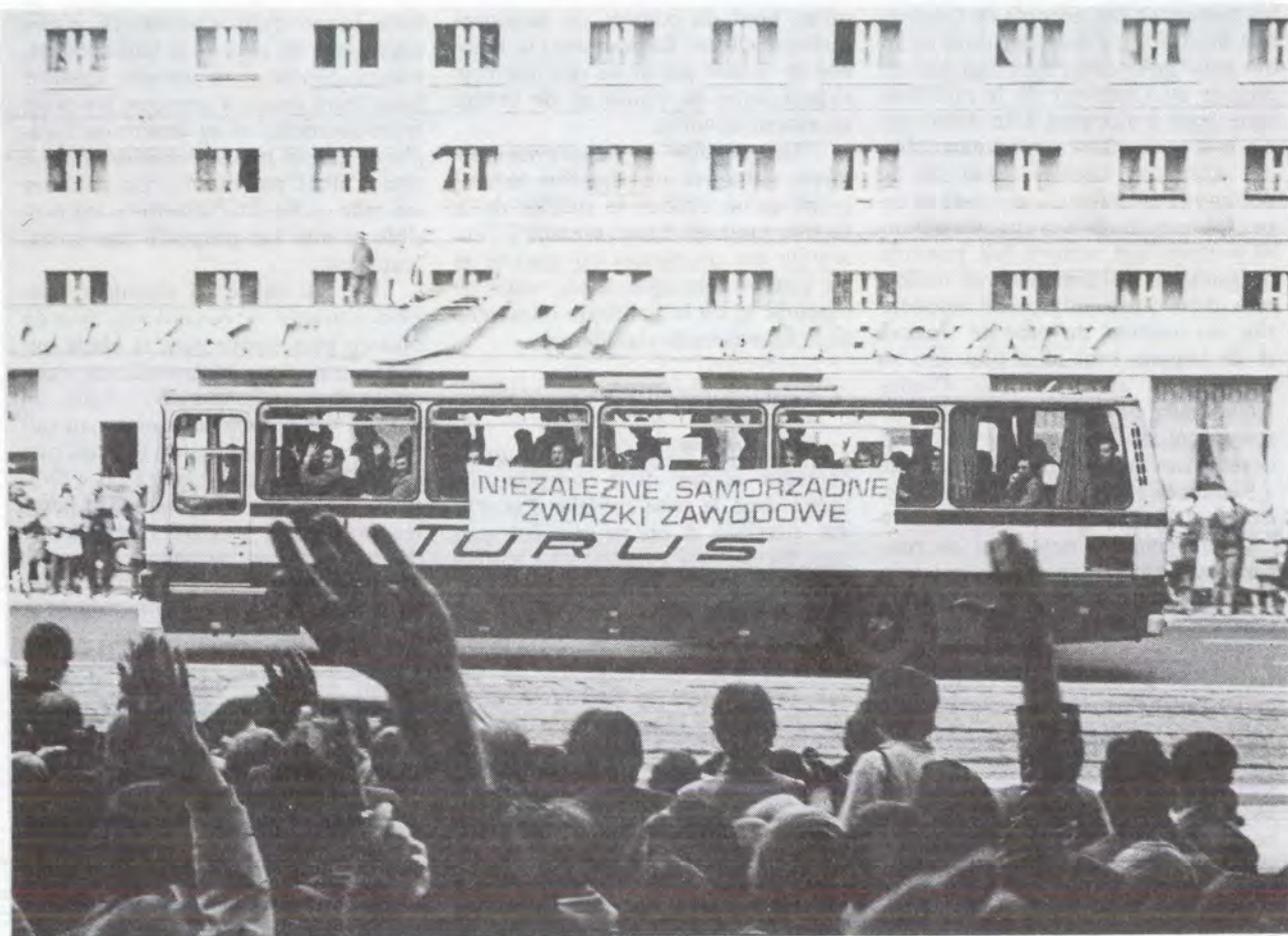
Mais les bureaucrates ne se sont pas contentés de ces manœuvres, somme toute assez mesquines. De-

puis près de dix semaines que « Solidarité » attend d'être reconnu officiellement, ils ont tenté de mettre le temps à profit pour semer la confusion parmi les travailleurs. Refus d'appliquer les accords sous prétexte que l'enregistrement du syndicat au Tribunal administratif n'était pas encore acquis. Blocage de toute information sur le développement du mouvement dans la presse nationale jusqu'à la mi-octobre.

LA DESINFORMATION

Refus de publier les articles de « Solidarité » dans la plupart des journaux régionaux — sauf là où, comme à Gdansk ou à Cracovie, le mouvement était assez fort pour l'imposer (ou les autorités assez souples pour l'accepter). Tentatives multiples d'empêcher la constitution de comités de fondation dans les petites entreprises où les ouvriers avaient peu l'habitude de s'affronter aux bureaucrates (souvent sous le prétexte : « *Vous n'y avez pas droit puisque vous n'avez pas fait grève !* »). Tracasseries de toutes sortes, dont le refus d'accorder un local au MKZ. Censure intransigeante du contenu des bulletins de « Solidarité », « justifiée » par le fait qu'ils devaient être imprimés sur les machines officielles (puisque celles du nouveau syndicat se trouvaient bloquées à la frontière !).

Dans tout cela, le plus grave était l'impossibilité, pour « Solidarité », de faire connaître à tous les travailleurs l'état de son développement, de ses projets et des problèmes rencontrés. Aussi l'exigence du libre accès à tous les mass media fut-il un des points essentiels qui sous-tendait la grève d'avertissement du 3 octobre. Cette question s'avérait d'autant plus cruciale que les bureaucrates profitaient de la situation pour farcir les journaux d'articles d'information de leur cru. Les prétendus « nouveaux syndicats autonomes et indépendants » semblaient croître et se multiplier, à en lire la presse quotidienne. Ceux qui étaient assez au courant remarquaient que le mot « Solidarité » n'y figurait jamais et en concluaient qu'il s'agissait une fois de plus d'un bluff des syndicats officiels tentant de faire peau neuve. Mais plus d'un travailleur s'y laissa prendre et se rendit aux réunions de branche convoquées à l'échelle nationale. Les dirigeants de « Solidarité » craignaient qu'au-delà du désarroi, tout cela ne provoque le découragement. Mais la manœuvre échoua puisqu'au lieu de se transformer en découragement, le désarroi a cédé la place à la colère. On a vu plus d'un travailleur, rentré chez lui à la suite de telles mésaventures, se précipiter le lendemain



Bus de Gdansk portant la banderolle NSZZ, celle du syndicat indépendant et autogéré « Solidarité ».

au local du MKZ de sa ville pour demander de l'aide et créer un comité de fondation dans son entreprise où il n'en existait pas encore.

L'échec de la manœuvre se confirma lorsque, vers la mi-octobre, la presse se mit à publier des articles de plus en plus réguliers sur les activités du mouvement. Puis ce fut la parution d'interviews de dirigeants de « Solidarité » dans *Sztandard Młodych*, l'organe des Jeunesses communistes et dans *Polytika*. Enfin, la TV se voyait obligée de faire état de la grève de la faim engagée le 21 octobre à Wrocław par 34 membres de la commission de coordination de la section des cheminots liée à « Solidarité » pour protester contre le refus des autorités d'accepter leurs revendications salariales. Dès lors, il devenait évident pour beaucoup que quelque chose était en train de se modifier dans le rapport de forces entre les autorités et le nouveau syndicat.

Dans ce sens, la reconnaissance légale de « Solidarité » — au-delà du coup fourré de dernière heure consistant à faire modifier les statuts par le juge pour y réintroduire la notion du rôle dirigeant du parti — était l'expression d'un recul masqué de la part du gouvernement. S'il est vrai que la bureaucratie garde bien tous les fils du pouvoir en main jusqu'ici, il n'en reste pas moins qu'elle a perdu la par-

tie dans sa tentative d'opposer les anciens syndicats officiels « rénovés » à « Solidarité ».

Ils se sont heurtés à un fait, plus fort que toutes leurs « subtilités » : la volonté des travailleurs de s'organiser de manière autonome et de rompre une bonne fois pour toutes avec la peur et la passivité dans lesquelles ils s'étaient laissés enfermer jusque-là.

UNE BUREAUCRATIE SUR LA CORDE RAIDE

Les marges de manœuvre dont disposent les bureaucrates face à cette détermination sont d'autant plus étroites qu'ils sont dans l'incapacité absolue de faire des concessions économiques aux masses travailleuses et que toutes leurs promesses sur l'amélioration de la situation se sont révélées depuis l'été être des paroles creuses. Les mesures d'urgence prises lors du plénum des 4-5 octobre sont d'ailleurs des armes à double tranchant.

Il a été décidé de réduire les dépenses budgétaires. Mais l'ensemble des travailleurs sociaux organisés dans « Solidarité » se sont empressés de faire savoir qu'il n'était pas question de toucher à leur secteur. Les instituteurs et les infirmières, qui font partie des travailleurs les plus mal payés, se battent d'ailleurs pour des augmentations salariales substantielles, appuyés dans leurs revendications

par le syndicat indépendant tout entier. Quant aux travailleurs de la culture, ils demandent un relèvement de la part du budget accordé à leur secteur (qui passerait ainsi de 0,8 à 2%). Avec des arguments irréfutables : « *Maintenant qu'on va enfin avoir le samedi congé, qu'on peut espérer l'abolition de toute censure, que le développement de ce mouvement de solidarité jette les bases pour des créations culturelles d'un autre genre, ce n'est pas le moment d'effectuer des coupes sombres dans le budget aux dépens de la culture...* »

Par ailleurs, la décision d'arrêter les investissements à long terme n'est pas sans susciter des tollés chez les travailleurs des grands complexes, comme ceux de l'aciérie Huta Katowice. Ils ont vu des milliards de zlotys engloutis dans la construction d'équipements que la plupart d'entre eux jugeaient totalement disproportionnés par rapport aux capacités économiques du pays. Désormais, ils n'en auront pas moins quotidiennement sous les yeux l'image concrète de cette gabegie (bâtiments non terminés, chantiers navals arrêtés net, ateliers à moitié équipés, etc.). Plutôt que leur confiance dans le pouvoir, nul doute que cela renforcera leur volonté de prendre eux-mêmes les affaires en main.

Enfin, les augmentations salaria-

les découlant des accords de Gdansk, que le pouvoir a tout fait pour retarder mais qu'il devra bien finir par appliquer vu l'ampleur de la mobilisation, sont à l'origine d'un débat qui n'a rien pour plaire aux bureaucrates.

Après un premier débat où de nombreux travailleurs, relevant le caractère inégalitaire des augmentations en pourcentage, avaient fait passer la proposition d'augmentations uniformes dans leurs entreprises respectives, les ouvriers du port de Gdansk et de Gdynia sont allés plus loin en mettant en avant le mot d'ordre « *Que ceux qui gagnent le moins reçoivent le plus* ». Et très vite, c'est devenu un mot d'ordre national de « Solidarité », au point que les autorités ont été obligées de répondre à cette exigence en acceptant de relever fortement les salaires des postiers, des instituteurs et des infirmières, autant de catégories de travailleurs qui n'avaient pas été à la pointe du mouvement de grèves cet été. La revendication d'augmentations salariales inversement proportionnelles à la grille salariale représente un pas en avant très important dans le niveau de conscience politique du mouvement par comparaison aux débats antérieurs. En 1970, un délégué des chantiers navals de Szczecin — exprimant apparemment le point de vue assez général de ses camarades — affirmait à propos de cette question d'augmentations salariales : « *Mais on ne peut pas comparer la demoiselle du guichet avec nous, ouvriers des chantiers !* »

Les bureaucrates sont conscients du caractère explosif de cette revendication dont la dynamique unifiante ne peut que mettre un peu plus en cause le caractère hiérarchique du régime en place. Mais quels arguments pourraient-ils opposer à cette exigence, eux qui gagnent en moyenne dix à vingt fois plus que les simples travailleurs ? Certains d'entre eux n'ont sans doute pas oublié les questions que posaient les ouvriers de la Côte, il y a dix ans : « *A quoi servent ces gens-là ? Pourquoi ces gens-là prennent-ils de l'argent ? Ils volent nos salaires !* » Déjà les ouvriers du port de Gdynia ont mis en place des commissions chargées d'enquêter sur l'organisation du travail dans chaque département et de relever tous les cas de postes de travail inutiles dans la hiérarchie des bureaux. Déjà, ils demandent la suppression des postes de quatre directeurs...

Chacun mesure la responsabilité des bureaucrates dans la crise actuelle. Et cela d'autant plus que les magasins sont vides. Pas de farine, pas de sucre, pas d'huile, pas de pâtes, pas d'œufs. De la viande, on n'en parle même pas. Il faut faire des heures de queue sans jamais avoir l'assurance

qu'au bout du compte on ramènera quelque chose. Et pourtant, la Pologne se trouve parmi les dix premiers exportateurs de viande et de beurre au niveau mondial.

La question de l'approvisionnement, qui a pris un caractère aigu au point qu'on évoque le spectre de la famine pour cet hiver, renvoie à l'ensemble des problèmes du marché et du plan et témoigne à elle seule de l'incurie et de la politique criminelle de la bureaucratie stalinienne.

LA QUESTION PAYSANNE

Chacun s'accorde à constater le caractère central de la question paysanne dans la crise actuelle. Pas d'issue possible si on ne procède pas, dans les plus brefs délais, à un certain nombre de réformes permettant de commencer à résoudre les problèmes de l'approvisionnement. Les petits paysans, dont les conditions de travail sont le plus souvent archaïques, réclament des garanties en ce qui concerne la propriété de la terre. Cette revendication signifiant pour eux : « *La terre à ceux qui la travaillent.* » Ils entendent ne plus être à la merci de mesures bureaucratiques qui peuvent à tout moment les priver de leur bien et qui sont un frein puissant à toute politique d'investissement (de plus en plus nombreux sont ceux qui, plutôt que d'investir dans leur ferme, préfèrent investir leur argent dans la construction de villas dont ils sont au moins sûrs de rester propriétaires).

Ils réclament l'abolition des intermédiaires et la vérité des prix, afin que soit mis un terme aux différences scandaleuses existant entre les prix du marché libre et ceux des coopératives. Ils s'insurgent contre la situation qui les oblige, sous peine de n'obtenir ni engrais ni machines, à vendre les trois quarts de leur production à ces dernières alors qu'elles leur achètent leurs produits à des prix aussi bas (et alors que l'Etat ne leur accorde que 30 % d'aide quand il s'agit d'investissements). Ils protestent contre les méthodes administratives de la bureaucratie et exigent un contrôle sur les moyens de production (répartition égale du matériel, du bétail, des engrais, etc.) pour mettre fin à la politique des privilèges et du favoritisme.

Mais, même si elle cédait sur toutes ces revendications, qui pourrait croire que la bureaucratie serait capable de mener à bien une réforme de ce genre ? On se souvient encore de ce qui s'est passé au début des années 1970 lorsque les autorités avaient relevé le prix des porcs à la production, espérant ainsi provoquer une augmentation substantielle de la production. Celle-ci diminua au contraire, parce que les paysans,

convaincus qu'il s'agissait-là d'une manœuvre de plus de la bureaucratie, eurent tendance à vendre aussitôt tous leurs porcs, y compris les bêtes reproductrices, en se disant qu'il s'agissait d'une bonne occasion et que cela n'allait pas durer... La défiance est telle qu'aucune réforme n'est possible si elle est proposée par la bureaucratie.

Ce qui existe en revanche — et c'est nouveau —, ce sont des liens de plus en plus étroits avec la classe ouvrière, avec tous les travailleurs organisés dans « Solidarité ». Lors de chacun des meetings de masse au sud du pays, le présidium de Gdansk prit soin d'inviter un dirigeant de « Solidarité paysanne » à prendre la parole, après avoir montré l'importance de la question paysanne et après avoir souligné combien l'unité entre leurs deux mouvements était décisive pour modifier la situation. « *Sans pain, pas de solution à la crise* » ne cessait de répéter Lech Walesa. Et le discours de l'agriculteur en question, qui se disait pour le socialisme, montrait l'impact de la mobilisation ouvrière parmi les paysans, le courage que cette grève leur avait donné après 35 ans de silence, et leur volonté de s'organiser à leur tour en calquant les formes d'organisation du syndicat paysan sur celles du mouvement ouvrier, et en liaison avec lui.

Et si le seul mot de coopérative les fait bondir, car il renvoie à l'expérience des coopératives bureaucratiques imposées lors de la collectivisation forcée, ils parlent en revanche d'*entraide* paysanne, et sont tout prêts à envisager des formes de coopération permettant une amélioration de l'organisation du travail et une meilleure rentabilisation de l'utilisation des machines.

Pour beaucoup d'entre eux, cette entraide ne doit pas se limiter au mouvement paysan, mais s'appliquer également dans les relations avec le mouvement ouvrier. S'adressant aux dirigeants de « Solidarité » lors d'une réunion commune à Cracovie, les dirigeants de « Solidarité paysanne » demandèrent aux ouvriers de cesser de produire des machines agricoles de mauvaise qualité. « *Si vous devez produire des machines pareilles, vous feriez mieux de ne rien produire du tout* » ajoutèrent-ils. Par ailleurs, ils proposèrent au syndicat d'organiser ses propres points de vente où les paysans s'engageraient à vendre leurs produits 30 % moins cher que les prix pratiqués dans les magasins d'Etat. On voit immédiatement ce qu'une telle proposition aurait d'explosif si elle devait être adoptée, dans la mesure où elle met directement en cause les prérogatives de l'Etat. Il est peu vraisemblable que « Solidarité » la retienne dans l'immédiat, mais il



suffit qu'elle ait été formulée publiquement pour comprendre toute la dynamique révolutionnaire du processus engagé en Pologne.

LA FORCE DU MOUVEMENT

La force du mouvement, en l'état actuel des choses, c'est non seulement son importance numérique et le poids de la classe ouvrière en son sein. C'est aussi sa détermination à remettre en cause des rapports hiérarchiques honnis ; c'est le ciment qui unit toutes les couches de la population dans une lutte à mort contre la bureaucratie, responsable de la gabe-gie et de la situation catastrophique qui prévaut sur le plan économique.

Sa force, c'est également sa volonté de ne pas revenir en arrière et de défendre le socialisme, tout en revendiquant le droit des ouvriers, des paysans ou des étudiants de s'organiser de manière autonome par rapport à un Parti-Etat dans lequel plus personne n'a confiance.

Sa force, enfin, c'est à la fois la conscience intuitive que les travailleurs n'ont rien à redouter puisqu'ils sont les patrons — « *Nous ne luttons contre personne puisque les usines nous appartiennent. Il faut que nous puissions contrôler la production* » affirme un membre du présidium de Gdansk — et la prudence avec laquelle ils abordent la question de l'affron-

tement inévitable avec le gouvernement : « *Car il faut du temps pour que les gens apprennent comment prendre leurs affaires en main après 35 ans de soumission.* »

La manière même dont les dirigeants de « Solidarité » ont abordé le problème de la grève — ne faisant d'ailleurs qu'exprimer en cela le sentiment de la majorité des travailleurs — est une preuve de la force et de la maturité du mouvement, contrairement à ce qu'ont laissé entendre de nombreux journalistes occidentaux, peu conscients des dilemmes réels auxquels sont confrontés les travailleurs dans un pays régi par la propriété collective des moyens de production. Car qui dit grève dans un pays comme la Pologne dit pertes économiques dont les travailleurs sont le plus souvent les premiers à faire les frais, quelles que soient les inepties du plan. C'est ce qui explique que, tout en participant à la grève d'avertissement du 3 octobre, conçue pour bien montrer le rapport de forces existant entre les travailleurs et la bureaucratie, de nombreux ouvriers aient décidé de rattraper l'heure perdue par une heure supplémentaire de travail ce même jour, afin de ne pas mettre en cause la réalisation du plan.

Par ailleurs, qui dit grève dans un Etat bureaucratiquement dégénéré ou déformé dit affrontement direct

avec le pouvoir. C'est ce qui explique aussi que, tout en se battant de manière intransigeante pour la reconnaissance du droit de grève — sans lequel l'autonomie ou l'indépendance du syndicat ne seraient que des mots vides de sens —, les dirigeants du mouvement manient cette arme avec autant de prudence.

Ce qu'ils cherchent notamment à éviter, ce sont les grèves sauvages partant de manière isolée dans telle ou telle usine alors que le rapport de forces au niveau local n'est pas suffisant pour empêcher la bureaucratie d'écraser la mobilisation en usant de méthodes répressives très dures. Car elle s'en servirait alors, non seulement pour isoler les travailleurs en question, mais pour tenter de diviser le mouvement en criant à la provocation. Les dirigeants entendent rester maîtres du déclenchement de l'affrontement, conscients qu'il est essentiel pour le mouvement de pouvoir s'y préparer vu l'hétérogénéité des niveaux de conscience et de mobilisation dans les diverses régions du pays.

La manière dont ils ont réagi à la suite du jugement du Tribunal est très explicite à ce sujet. Alors que la première réaction des délégués présents à Varsovie fut de vouloir proclamer la grève générale immédiatement pour riposter à la provocation des autorités, la discussion de la

Commission de coordination trois jours plus tard montra que la plupart de ses membres, après avoir discuté avec leurs camarades au niveau local; insistaient sur la nécessité de ne pas utiliser l'arme de la grève générale à la légère. Etant donné les conséquences qu'elle risquait d'avoir dans la confrontation avec le gouvernement, il fallait s'assurer que l'ensemble des comités de « Solidarité » assumait une telle décision. Le délai de quinze jours accordé aux autorités pour revenir en arrière correspondait à cette compréhension.

UNE PERIODE DE CROISSANCE DIFFICILE

Cependant, de nombreux observateurs, frappés par les formes d'organisation extrêmement avancées et par le caractère très démocratique du mouvement de grève du mois d'août se montrent déçus par les hésitations et la confusion qui marquent souvent les réponses apportées par « Solidarité » aujourd'hui. C'est ne pas comprendre les difficultés auxquelles se heurte un mouvement somme toute très jeune — non seulement du point de vue de sa durée mais aussi de l'âge de ses dirigeants —, un mouvement dont les militants, jusque-là déposés de leurs droits et de leur pouvoir par les bureaucrates, ont tout à apprendre sur la construction d'une organisation ouvrière permanente. Non seulement la majorité des travailleurs qui s'organisent aujourd'hui n'ont pas fait grève au mois d'août, ou n'ont fait grève que l'espace de quelques jours, mais, même pour ceux qui ont eu la chance de passer par l'école fantastique qu'a représenté la grève générale de quinze jours sur la Baltique, une série de problèmes nouveaux, encore jamais affrontés, se pose maintenant.

Les délégués des comités viennent souvent au MKZ demander des choses aussi élémentaires que « *Comment rédiger un compte rendu ? Comment organiser une réunion ? Qui est-ce qui doit présider ?* », etc. Par rapport à la période de la grève où tout le monde se trouvait ensemble du matin au soir, avec la possibilité de discuter de tous les problèmes qui se posaient, et de faire jouer à plein les formes de la démocratie ouvrière, les choses se posent à l'heure qu'il est de manière autrement plus complexe. Ne serait-ce que parce que les gens travaillent et font souvent des heures supplémentaires pour arriver à joindre les deux bouts — dans la plupart des entreprises de la métallurgie et de la sidérurgie, on fait état de nombreux ouvriers travaillant jusqu'à 300 heures par mois, quand ce n'est pas plus ! —, parce qu'ils doivent perdre du temps à faire la queue pour pouvoir s'approvi-

sionner. Tout cela pèse pour des travailleurs peu habitués à militer de manière permanente, mais qui n'entendent pas laisser la construction de leur syndicat à des spécialistes. Ce sont autant de facteurs expliquant sans doute que, dans un premier temps, on ait eu tendance à faire confiance à ceux qui s'étaient montrés les plus combattifs durant la grève pour faire partie de la direction. Maintenant, on commence à s'apercevoir que c'est plus compliqué, qu'il existe des points de vue différents sur la manière de résoudre les problèmes et qu'il faut en tenir compte pour élire les délégués.

La question de la centralisation et du fonctionnement démocratique de « Solidarité » apparaissent comme des questions vitales pour le développement du mouvement. Mais le débat n'est pas simple dans la mesure où, pour la quasi-totalité des travailleurs, centralisme équivaut à stalinisme. Ce qui explique la répugnance à conférer un caractère décisoire à toute structure qu'on ne contrôle pas directement. D'où la discussion à propos du rôle de la Commission nationale de coordination qui, selon les statuts, n'est pas censée être une instance de décision. Ce qui ne l'empêche pas de voter et de prendre des décisions au nom du mouvement chaque fois qu'une nette majorité semble se dégager. Mais dès que les divergences se font trop nettes, il y a toujours quelqu'un pour rappeler que la Commission n'est pas une direction, et on remet la chose à plus tard. Dans un premier temps, une telle situation n'avait pas que des désavantages : le va-et-vient entre la structure de coordination nationale et les régions s'en est trouvé renforcé, et cela a contribué à accélérer la mise en place d'organes de coordination au niveau régional. Mais, à terme, cela risque de représenter un facteur de blocage important dans les débats — comme cela a déjà commencé à être le cas —, et de créer des tensions entre les délégués qui n'ont pas tous la même conception du rôle de cette instance. Par ailleurs, il est devenu de plus en plus évident que le présidium, composé exclusivement de membres de la Commission résidant à Gdansk, tendait à se substituer au vide créé par l'absence de décisions lorsque les problèmes devenaient urgents. Sans parler du poids que prenaient du coup les déclarations de Lech Walesa, acculé bien malgré lui à un rôle de chef dont on attend les solutions aux problèmes restés en suspens. Les délégués ont donc commencé à se poser des questions et à les poser à leurs voisins. Tous ne sont plus aussi convaincus qu'au départ que centralisation équivaut à bureaucratisation. De semaine en semaine, les choses

avancent et le débat sur la démocratie progresse.

Les experts ont tendance à prendre beaucoup de place, parce qu'on leur demande beaucoup. Or, on s'est aperçu tout d'un coup qu'ils n'étaient pas délégués... et on ne leur donne plus la parole que lorsque cela s'impose. Il faut d'ailleurs souligner le caractère positif de la présence d'intellectuels aux côtés des travailleurs dans cette phase constitutive du mouvement. Alors qu'une telle situation paraîtrait étrange dans les organisations ouvrières des pays capitalistes, où les « experts » sont en général eux-mêmes membres du syndicat et où les acquis historiques font que les dirigeants syndicaux ont un minimum d'éducation en matière de droit du travail ou de problèmes de gestion d'entreprise, la collaboration de professeurs de faculté, de spécialistes, etc., permet d'épauler les dirigeants polonais qui, pour la plupart, sont totalement inexpérimentés et qui se sont trouvés propulsés d'un coup à la tête d'une organisation ouvrière de 8 ou 9 millions d'adhérents où tout est à faire. Et les dangers inhérents à ce type de situation (vu l'emprise que les intellectuels pourraient facilement gagner sur la direction du mouvement) pourront être évités si leur rôle est clairement délimité, comme le proposent certains experts du MKZ de Varsovie : soumettre aux ouvriers diverses propositions sur les solutions possibles à adopter pour résoudre les problèmes posés, et concevoir le rôle de l'expert comme celui de quelqu'un qui aide à déblayer le terrain, mais ne cherche en aucun cas à se substituer à la décision des travailleurs.

LE ROLE DES EXPERTS

Une telle délimitation de la fonction des experts est d'autant plus importante que des reproches ont pu être adressés à juste titre à certains d'entre eux qui ont réellement joué un rôle de frein à l'occasion de la grève du 3 octobre. Ils faisaient pression sur les membres du présidium pour que la grève soit annulée, alors même que le gouvernement n'avait satisfait à aucune des exigences définies par les délégués de la Commission nationale de coordination. De nombreux délégués ne cachèrent pas qu'ils auraient immédiatement demandé la destitution de Walesa de ses fonctions s'il avait pris une telle décision. Mais la combativité qui s'exprimait alors était suffisamment forte pour qu'il ne la prit pas.

Le danger le plus immédiat pour « Solidarité » ne vient donc sûrement pas du rôle joué par ses experts, mais de l'inexpérience de sa direction qui,

SOLIDARNOŚĆ

REJESTRACJA TAK!

POPRAWKI NIE!

confrontée à un pouvoir utilisant tous les moyens à sa disposition pour tenter de la diviser, se trouve placée devant une accumulation de questions toutes plus compliquées les unes que les autres, auxquelles elle ne parvient à apporter des réponses qu'au fur et à mesure qu'elles se posent.

UNE DOMINANTE PRAGMATIQUE

Dans son pragmatisme, la direction a pourtant fait preuve la plupart du temps d'un sens tactique très poussé quand elle avait à prendre une décision importante pour l'avenir du mouvement. En ce qui concerne la structuration du syndicat, par exemple, elle est partie du principe d'une structuration sur des bases régionales, dont la principale force est qu'elle permet une unité entre des travailleurs des divers secteurs ainsi qu'un contrôle direct sur les délégués qui ont été élus. Chacun les connaît et peut donc les remettre en cause, si l'on considère qu'à un moment donné ils cessent d'exprimer le point de vue de la base.

La classe ouvrière polonaise adhère d'autant plus facilement à cette conception permettant que soit concrétisé le principe de la révocabilité des délégués qu'elle s'oppose à la structuration par branches des syndicats « officiels » — qu'on appelle maintenant les « vieux syndicats ».

Cependant, lorsque des travailleurs des divers secteurs (transports, santé, éducation) ont manifesté leur désir de mettre en place des commissions de coordination nationales de

branche pour mieux défendre leurs intérêts — en particulier dans les négociations salariales avec les autorités — les dirigeants de « Solidarité » ont fait preuve d'une très grande souplesse. Leur sens de l'ouverture dans les débats a sans aucun doute aidé à faire progresser la discussion qui traversait le syndicat des travailleurs de l'enseignement supérieur, constitué en syndicat de branche avant même que « Solidarité » n'existe au niveau national : ils ont finalement décidé de se dissoudre pour rejoindre « Solidarité » sur des bases d'organisation régionale, la majorité estimant que l'unité avec l'ensemble de la classe ouvrière devait l'emporter sur l'intérêt de se regrouper par branche.

Tout le monde est d'ailleurs d'accord pour dire que cette question se posera dans un second temps, quand « Solidarité » sera suffisamment implanté et structuré régionalement pour que les risques de corporatisme inhérents à une structuration par branche puissent être limités.

Cependant, cette démarche pragmatique n'a pas que des côtés positifs, car elle constitue souvent un frein au débat et à l'avancée du mouvement. On a pu le constater à propos de la question des élections au syndicat, par exemple. Jusqu'à la mi-octobre, les dirigeants de « Solidarité » avaient coutume de répondre à toute question sur ce point : « *On verra après l'enregistrement.* » Lorsqu'il s'avéra que les autorités continuaient à faire traîner l'affaire en longueur, la position changea soudain, s'appuyant à juste titre sur le fait que l'existence de « Solidarité » était un fait accompli : « *Nous som-*

mes des millions. On ne va pas attendre éternellement. Organisons tout de suite les élections », déclara Waleśa dans les meetings (alors que la veille, tout le monde disait le contraire).

Mais il se trouva que personne n'avait véritablement pris le temps de discuter du projet de règlement pour les élections rédigé depuis des semaines... D'où des retards, un temps fou perdu à discuter du fait qu'on n'en n'avait pas discuté lors des réunions hebdomadaires. Et le mécontentement de nombreux délégués pour qui la question avait un caractère d'urgence vu la nature peu représentative de la direction provisoire du syndicat dans leur région, une série d'entreprises n'y étant pas représentées. Toutes choses qui ont été commentées à longueur de colonnes dans la presse de l'Ouest avec de gros titres sur la « division du mouvement ».

Les divergences qui se sont manifestées sur ce point traduisent un processus de différenciation tout à fait naturel dans les divers points de vue s'exprimant au sein du mouvement et il n'y a pas lieu de crier à la division chaque fois qu'un vote est contradictoire... (le problème est d'ailleurs résolu puisque des élections vont avoir lieu sous peu).

L'inexpérience de la direction explique sa difficulté à déjouer les manœuvres des autorités et à préparer les réunions de la coordination nationale de manière à ce que les délégués ne soient pas sans cesse sous la pression du dernier coup de téléphone de tel ou tel vice-Premier ministre, mais puissent déterminer leur propre rythme de débat par rapport à la construction du syndicat.

Enfin, c'est à propos de questions politiques, comme celle de la préparation des travailleurs à l'éventualité d'une intervention soviétique, qu'apparaissent le mieux les dangers d'un tel pragmatisme et la faiblesse de la direction. D'une manière générale, les Polonais refusent d'aborder cette question, soit qu'ils la considèrent comme absurde, tant ils sont confiants dans la force de leur mouvement, soit qu'ils la considèrent comme tabou et préfèrent éviter d'en parler pour ne pas provoquer le « Grand Frère ».

Pourtant, à plusieurs reprises, lors des déclarations de Bilak ou de Honecker, ou lors du voyage de Kania à Moscou, un certain nombre de dirigeants réagirent de manière très impressionniste, envisageant soudain l'intervention comme un fait non seulement plausible, mais presque inéluctable alors que la veille ils haussaient les épaules. Quant aux moyens qu'ils entendaient employer pour se défendre, la plupart répondaient en montrant leurs mains : « *Nous n'avons que cela, mais nous nous battons jusqu'au bout.* »

Outre l'impréparation évidente à ce problème que dénote leur réaction, on voit bien en quoi la menace de l'intervention soviétique représente un danger réel pour le mouvement, moins d'un point de vue militaire dans l'immédiat que d'un point de vue politique. Car elle représente une pression constante, bien que non avouée la plupart du temps, capable de semer la confusion dans le mouvement, et l'on mesure bien à ce propos le rôle des radios étrangères qui, sous couvert d'« information non partisane », distillent des nouvelles alarmistes susceptibles de provoquer la panique.

PARTICIPATION, CONTROLE OU COGESTION ?

L'absence de préparation politique à propos d'une question aussi importante illustre bien les difficultés que rencontre aujourd'hui la direction du mouvement : la plupart de ses membres n'ont que leur expérience de travailleurs combattifs (tous n'ayant même pas l'expérience de la grève) et quasiment aucune éducation théorique ou politique. C'est là qu'on mesure tous les ravages du système bureaucratique et son « efficacité » dans sa manière de déposséder la classe ouvrière de sa propre histoire et de ses acquis.

Nul doute que les bureaucrates essaieront de se servir de ces faiblesses pour diviser les ouvriers. En s'appuyant sur leur impréparation en cas d'intervention militaire et, beaucoup plus immédiatement, en s'appuyant sur le fait que la majorité des travailleurs ne pose pas encore la question

du pouvoir pour jouer de toutes les manœuvres possibles afin de répandre le désarroi et tenter d'affaiblir « Solidarité ».

Car ce qui fait aujourd'hui les limites du mouvement, c'est son absence de clarté programmatique quant aux objectifs politiques qu'il cherche à atteindre et le bas niveau de conscience de la classe ouvrière polonaise comparativement à la formidable combativité dont elle fait preuve. « *On sait contre qui et contre quoi on se bat, mais on ne sait pas encore exactement pour quoi* » avoue l'un des experts de Gdansk, pourtant politiquement l'un des plus lucides. Dans ce sens, le refus de l'affrontement avec le pouvoir n'est pas seulement justifié par la nécessité de devoir gagner du temps (ce que disent les plus conscients), mais par la peur de nombreux travailleurs qu'un tel affrontement ne les oblige à faire face à des problèmes « *qui ne les regardent pas* ». « *Qu'ils gouvernent, qu'ils décident, ce n'est pas le rôle du syndicat* » entend-t-on dire souvent dès que s'engage une discussion sur les problèmes économiques de l'heure.

Ce qui n'est pas évident pour un très grand nombre de travailleurs à l'heure qu'il est, c'est que les revendications économiques avancées par « Solidarité » sont à la longue incompatibles avec l'existence même de la bureaucratie, dont le pouvoir est déjà miné par les concessions arrachées. La plupart d'entre eux sont parfaitement lucides sur l'arbitraire et l'absurdité des mesures qui sont prises sur le plan économique. Et lorsqu'ils affirment vouloir « prendre leurs affaires en main », cela traduit à l'évidence le sentiment que, jusqu'ici, ils ont été dépossédés de leurs droits et de leur pouvoir et qu'il est temps de mettre fin à cette situation ou une minorité de privilégiés décide de tout à la place des masses.

Mais, le plus souvent, cette compréhension ne s'accompagne pas — pas encore du moins — de la conscience que les seules solutions permettant de modifier cet état de choses auront nécessairement un caractère central touchant à la question du pouvoir et du gouvernement.

Il subsiste en effet beaucoup d'illusions quant à la possibilité d'apporter des remèdes à la situation actuelle en modifiant les choses au niveau de l'entreprise : « *Ce qu'on veut, c'est mettre fin à toute cette déperdition d'énergie. Il nous faut un droit de parole pour faire état de notre point de vue face à la direction* » dit un membre du MKZ de Huta Katowice qui ajoute : « *Si les*

autorités acceptent de reconnaître le syndicat, alors je pense qu'on pourra coopérer loyalement et qu'on pourra améliorer le niveau de la production de la fonderie. »

Tous n'ont pas cette naïveté, et l'idée que le syndicat ne doit pas tomber dans le piège de la participation, s'il veut réellement pouvoir défendre les intérêts des travailleurs, mais concevoir ses tâches en termes de contrôle uniquement, cette idée-là est déjà assez largement présente. Les expériences passées de la classe ouvrière polonaise, ne sont pas sans avoir laissé de traces, comme en témoignent les articles des bulletins de Poznan ou de Varsovie qui commencent à aborder les problèmes qui se sont posés en 1956 par exemple.

Cependant, ceux qui insistent sur la nécessité de la mise en place d'organes spécifiques de gestion afin que le syndicat ne tombe pas dans le piège de la participation que lui tendent les bureaucrates sont encore une minorité. Et, même parmi les plus conscients, beaucoup reculent devant l'idée que les exigences du mouvement l'amèneront inéluctablement à mettre en avant une politique économique de rechange par rapport à celle des bureaucrates. parce qu'ils sentent que les travailleurs ne sont pas encore prêts et craignent que l'affrontement ne vienne trop tôt.

C'est ce que traduisent à leur manière ces déclarations répétées sur l'« apolitisme » du mouvement. A quelqu'un qui lui demande dans un meeting : « *Comment peut-on établir la frontière exacte entre le politique et l'économique dans un pays comme le nôtre ?* », Walesa répond : « *Nous ne voulons pas nous mêler de politique. Nous n'avons pas de visées de ce genre, pas plus que nous n'en avons par rapport au gouvernement. Ce que nous voulons, c'est contrôler, et éventuellement pouvoir souffler...* »

Mais il ne fait aucun doute, à observer la situation et à écouter les ouvriers qui débattent des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs boîtes, que les dirigeants de « Solidarité » seront amenés, qu'ils le veuillent ou non, à poser eux-mêmes la question du pouvoir. Car la dynamique de la mobilisation est plus forte que toutes les embûches mises en travers du mouvement par les bureaucrates, plus forte que la volonté de ceux qui cherchent à limiter l'activité du syndicat à la stricte défense des intérêts économiques immédiats.

C'est au cours du même meeting où Walesa insiste sur le

caractère apolitique du mouvement, que l'on entend Andrzej Gwiadza, un autre membre du présidium de Gdansk déclarer : « *Beaucoup de gens de la sphère du gouvernement nous demandent contre quoi on se bat, contre qui on se bat, pour quoi on se bat ? Et ils nous disent que ce stade est à nous, que la terre nous appartient, que les usines sont à nous. Mais pourquoi personne ne dit-il jamais que ce que nous produisons sur ces machines nous appartient également ? Ça, personne ne nous l'a jamais dit. Notre objectif, c'est d'arriver à ce que, dans nos fabriques, avec nos machines, nous produisions pour nous-mêmes ce qui nous est nécessaire.* »

UNE DYNAMIQUE DE DOUBLE POUVOIR

Comment ne pas voir la dynamique d'une telle affirmation ? Il apparaît clairement, quels que soient les rythmes de leur prise de conscience, que les travailleurs polonais seront amenés à se rendre compte que ce qu'ils peuvent, que ce qu'ils veulent faire au niveau de leur entreprise, ils peuvent le faire au niveau du pays et de la société tout entière. De manière consciente ou non, un très grand nombre d'entre eux déborde déjà le cadre tracé par les plus modérés pour s'en prendre à des problèmes dépassant largement les limites de leur entreprise ou même de leur région.

C'est ainsi que, lors de réunions de coordination des entreprises de la sidérurgie de la région de Wroclaw, les ouvriers ont abordé non seulement les problèmes de leurs conditions de travail, mais ceux des insuffi-

sances d'approvisionnement en électricité qui empêchent les usines de fonctionner à plus de 60 ou 70 % dans la plupart des cas, et de la gabegie qui règne partout en ce qui concerne le manque de pièces de rechange et de matières premières en particulier. « *Comment est-il possible que nous manquions de cuivre alors que nous sommes à quelques dizaines de kilomètres de la mine de Huta Legnica qui produit du cuivre en quantité ?* » demande notamment un travailleur de Hutmen, une importante fonderie de métaux non ferreux de Wroclaw. Réponse : « *C'est parce que Huta Legnica produit essentiellement pour l'exportation, et ça ne peut pas durer. Il faut réorganiser tout ça.* »

Celui qui parle est d'autant plus convaincu que, pour sa part, il travaille dans un atelier où les deux presses géantes — matériel complètement archaïque — ne peuvent fonctionner qu'en alternance, vu le manque de courant. (Au-dessus de sa tête, deux immenses banderoles où l'on peut lire : « *Une heure d'arrêt de cette machine coûte 150000 zlotys !* » et « *L'attitude au travail de chacun d'entre nous décide de l'efficacité de la production !...* »). De même, lorsque les travailleurs d'URSUS s'en prennent à la mauvaise gestion qui fait que les tracteurs qu'ils produisent s'abîment à rester des semaines ou des mois dans des parcs de stationnement en plein air alors que la demande quotidienne dépasse largement la quantité de tracteurs produits, c'est à l'ensemble de la gestion bureaucratique qu'ils s'attaquent, c'est la question du plan qu'ils posent très directement, d'autant qu'ils ne remettent pas en cause la nécessité d'une com-

mission centrale chargée de l'attribution des machines, mais bien le caractère de l'actuelle commission, plus prompte à favoriser les intérêts de tel ou tel privilégié, plutôt qu'à organiser réellement la répartition des tracteurs selon les besoins.

Enfin, les travailleurs de Gdynia qui, déjà durant la grève, avaient pris sur eux de décharger les bateaux pour livrer 1 500 tonnes de maïs aux éleveurs de poulets du pays afin que la volaille ne périsse pas et afin de ne pas aggraver les difficultés d'approvisionnement, ont décidé récemment de bloquer le chargement des denrées alimentaires qui manquent en Pologne, faisant appel à leurs camarades des chemins de fer pour qu'ils en fassent autant.

Ces divers exemples montrent bien que la classe ouvrière est déjà engagée sur la voie du contrôle ouvrier, ce que cet ouvrier d'URSUS traduisait bien lorsque, pour tenter de décrire la complexité des tâches de « Solidarité », il affirmait : « *Vous comprenez, ici ce n'est pas comme chez vous à l'Ouest. Nous, on est en quelque sorte des deux côtés de la barricade... ouvriers et patrons à la fois.* »

Et Walesa lui-même, en dépit de sa volonté de rester apolitique tombe en plein dans le « piège » qu'il cherche à éviter lorsqu'il déclare, à propos du refus du Tribunal d'enregistrer « Solidarité » : « *Bon, eh bien, si ce Tribunal refuse de nous légaliser, nous ne pouvons constater qu'une chose : c'est que ce Tribunal n'a pas d'autonomie dans ses jugements. La seule solution, c'est d'en mettre un autre à sa place.* »

ERRATUM

Plusieurs lignes ont été omises dans le point 2 de la résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale sur la Pologne « Le prolétariat polonais conteste le pouvoir de la bureaucratie », publiée dans le numéro 87-88 d'*Inprecor*. Dans l'extrait ci-dessous, les lignes manquantes apparaissent en caractères italiques.

— 2 — Cette victoire s'explique fondamentalement :

a) par la modification des rapports de forces sociaux en Pologne, avec l'émergence de la classe ouvrière comme classe sociale largement majoritaire dans le pays, la forte réduction du poids de la paysannerie et de la petite bourgeoisie par rapport à ce qu'il était encore en 1956, l'extension de l'industrialisation et de l'urbanisation, l'élévation du niveau de culture et de qualification du prolétariat, etc. ;

b) par l'apparition au sein de la classe ouvrière d'une couche de militants d'avant-garde expérimentés et aguerris dans les luttes anti-bureaucratiques de 1970, 1976 et 1980, ayant perdu une grande partie des illusions encore fortement présentes en 1956 (expérience Gomulka) et 1970 (expérience Gierek) ;

c) par l'impasse économique dans laquelle se trouve la bureaucratie qui a fortement limité ses capacités de manœuvres. Après la crise de 1970, le régime a d'abord provoqué un boom économique, alimenté par un endettement croissant à l'égard des pays capitalistes, de façon à utiliser la hausse du niveau de vie ouvrier comme base pour une reprise en main des institutions et organisations sociales, avant tout les syndicats, c'est-à-dire pour le rétablissement d'un contrôle stable sur la classe ouvrière. *Cependant, les gaspillages, l'incurie et la corruption bureaucratiques, les multiples doubles-emplois dans les investissements, « l'égoïsme régional » et d'entreprise, inévitables en l'absence d'un véritable contrôle d'en bas, ainsi que les incidences de la crise économique capitaliste que la bureaucratie n'avait pas prévue, avaient abouti à des difficultés économiques (en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement des travailleurs en produits alimentaires et biens de consommation) que le régime a tenté de résoudre à deux reprises, en 1976 et en 1979-1980, par une baisse du niveau de vie ouvrier à laquelle le prolétariat a riposté avec une vigueur croissante.*



Dans la salle de réunion de l'hôtel Moïski à Gdansk (local du syndicat) — les membres du présidium.

La bataille qu'ont engagée les travailleurs polonais pose non seulement la question de la bureaucratie et de la révision du plan, mais de la réorganisation de toute la société.

La première tâche des militants révolutionnaires est de populariser l'expérience des travailleurs polonais engagés dans une épreuve de force qui met la question de la révolution politique à l'ordre du jour.

Nous n'avons rien à voir, quant à nous, avec le type d'appel aux relents anticommunistes lancé en France par Jean Elleinstein, appuyé par une série de personnalités bourgeoises, insistant sur « les menaces qui pèsent sur l'indépendance de la Pologne » et qui « constituent également un danger pour la sécurité en Europe et pour nos propres libertés ».

Ce ne sont pas les déclarations de Bilak, Honecker et consorts qui déterminent nos réactions. Certes, nous savons que la menace de l'intervention soviétique pèse sur la classe ouvrière polonaise et que la bureaucratie stalinienne en joue pour tenter de désarmer le mouvement « Solidarité ».

Mais c'est de manière active que nous entendons construire le

mouvement de solidarité de la classe ouvrière du monde entier. Non pas en attendant les mouvements de troupes soviétiques pour lancer des appels alarmistes, mais en prenant partout l'initiative afin que la vague de sympathie qui s'est exprimée dès cet été face à l'expérience polonaise se transforme en une conviction des liens qui unissent les ouvriers polonais à ceux des pays capitalistes dans leur combat pour transformer les rapports sociaux, mettre en place une société satisfaisant réellement les besoins et les aspirations des larges masses.

Nous sommes convaincus pour notre part que c'est en grande partie au niveau international que se jouera l'issue de la bataille. Et les travailleurs polonais attendent beaucoup de la solidarité internationale. Mais, comme le font remarquer beaucoup d'entre eux, « ce n'est pas en consacrant les trois quarts de ses articles à la menace d'intervention soviétique, aux difficultés que nous rencontrons et aux risques de division qui nous guettent que la presse de l'Ouest nous aidera ».

C'est en s'appuyant sur ce qui fait la force et sur les leçons de portée universelle de la lutte en cours en Pologne, pour renforcer

son propre combat contre la domination de la bourgeoisie, que la classe ouvrière des pays capitalistes apportera l'aide la plus efficace au combat des travailleurs polonais. C'est en modifiant les rapports de forces internationaux par sa propre lutte qu'elle rendra plus difficile l'intervention répressive de la bureaucratie.

« Faisons comme ceux de Gdansk ! » se sont écriés les ouvriers de la Fiat durant la grève qu'ils viennent de mener. « Les travailleurs de FSO se déclarent solidaires avec les travailleurs de Turin, et le syndicat indépendant appuie leurs justes revendications, en particulier celle contre les licenciements des grévistes de Turin » leur ont répondu les ouvriers de la Fiat Polski de Varsovie dans un télégramme daté du 3 octobre, où ils expliquent les raisons de la grève d'avertissement qu'ils menaient ce jour-là.

Cet exemple illustre la possibilité de tisser avec les travailleurs polonais, des liens concrets de solidarité qui constitueront la meilleure garantie pour faire échec aux manœuvres et aux pressions du Kremlin. □

7 novembre 1980